JANVIER 1969

N° 2

RUSSIE 1905 RUSSIE 1917 ALLEMAGNE 1918 ITALIE 1921
RUSSIE 1905 RUSSIE 1917 ALLEMAGNE 1918 ITALIE 1921
RUSSIE 1905 RUSSIE 1917 ALLEMAGNE 1918 ITALIE 1921
RUSSIE 1905 RUSSIE 1917 ALLEMAGNE 1918 ITALIE 1921
RUSSIE 1905 RUSSIE 1917 ALLEMAGNE 1918 ITALIE 1921

ESPAGNE 1937 ESPAGNE 1937
ESPAGNE 1937 ESPAGNE 1937
ESPAGNE 1937 ESPAGNE 1937

CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS

LES CONSEILS, QU'EST-CE QUE C'EST (H. CHAZE)

Faites l'essai. Demandez à un vieux camarade de travail ce qu'est un Conseil Ouvrier. Au mieux, s'il a milité, il se souviendra et fera le rapprochement avec les Soviets russes de 1917, il parlera des conssils de marins et d'ouvreirs qui furent à l'origine de la Révolution Allemande de 1918-1919, des Comités espagnols de 1936, et il terminera sans doute ce rappel historique par les Conseils Ouvriers de l'insurrection hongroise de 1956. Mais demandez à un copain de moins de trente ans. De l'écrasement de l'insurrection hongroise, il n'a le souvenir que d'une histoire semblable à celle que vient de connaitre la Tchécoslovaquie. Oui, bien sûr, il y eut des Conseils Ouvriers qui organisèrent une résistance opiniâtre. Ce n'était donc pas un simple mouvement d'indépendance nationale, mais que sait-on au juste sur ce que furent la lutte des ouvriers et le rôle de ces fameux Conseils ?

Il faudrait vraiment que votre interlocuteur de moins de trente ans appartienne à quelque groupuscule pour vous en dire un peu plus, sur ces Conseils hongrois d'abord, puis éventuellement sur ceux de Yougoslavie, sur les Comités d'autogestion algériens, sur la gestion ouvrière en général et tous les problèmes qu'elle soulève dans les organisations révolutionnaires. Pour finir, vous auriez probablement droit au baratin obligatoire sur la nécessité du parti révolutinnaire, d'un vrai de vrai celui-là, et le seul capable de guider et diriger ces pauvres Conseils de travailleurs issus de la base.

Il y a donc lieu d'expliquer ce qu'ont été et ce que peuvent être ces Conseils. Ce n'est pas une forme théorique d'organisation préconisée par des stratèges de la révolution. Ce sont au contraire des organismes surgis spontanément au cours des luttes ouvrières. Rappeler ce fait bien concret est tout simplement tirer un des plus importants enseignements de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Mais nous sommes en France et le mot Conseil n' a jamais été très employé pour désigner ces organismes que les travailleurs élisent au cours des batailles qu'il leur faut livrer contre le patronat et l'Etat. Comme en Espagne, c'est le mot Comité qui est couramment utilisé pour nommer ce groupe de délégués

chargé des tâches d'organisation de toute action de quelque envergure.

Pour comprendre ce qu'est un Conseil ouvrier, partons donc tout bonnement d'un simple Comité de grève. Mais d'un vrai Comité de grève, c'est-à-dire élu par l'ensemble des travailleurs au début de la grève et susceptible d'être modifié dans sa composition au cours des assemblées générales tenues pendant la durée de l'action engagée, ce qui lui donne le caractère d'un Comité exclusive ment exécutif et non d'un Comité dirigeant. Comme on le voit, un tel Comité de grève n'a, d'autre part, rien à voir avec un comité composé exclusivement de responsables des différents syndicats d'une entreprise, ce qui ne veut pas dire qu'au sein d'un Comité de grève élu par l'ensemble du personnel ne figurent pas des militants syndicaux ou des * d'un parti ou organisation politique. Tous les courants de pensée infuencent les travailleurs et un Comité élu ne peut que refléter ce qui est et qui change au cours de la lutte.

Qu'une grève dure, s'étende, et se fonde dans un assaut plus global contre le régime d'exploitation, et voilà chaque Comité de grève placé devant des problèmes nouveaux. Il doit faire face à des responsabilités plus élargies qui peuvent aller jusqu'à la tentative de gestion de l'entreprise, en coordination avec tous les autres Comités ayant pris en charge l'administration, la distribution, etc... bref l'organisation et la gestion de toute la société nouvelle qui se crée.

Organismes de lutte au départ, les Comités de travailleurs, ces Conseils ouvriers, peuvent donc devenir des organismes du pouvoir ouvrier, et il leur reviendrait de défendre ce pouvoir contre l'assaut de toutes les forces répressives de la classe dominante menacée. C'est une lutte sans merci comme l'histoire des grands mouvements révolutionnaires nous l'a appris. C'est alors qu'aux Comités ou Conseils de travailleurs se joignent des Comités de soldats, de marins, et que dans les villes se créent des Comités de quartier, enfin que partout les exploités s'organisent, et tout en livrant bataille, mettent en place les structures d'une nouvelle société.

On comprend que tout comme au cours d'une grève, la plus gran-

* : membres

de vigilance soit nécessaire pour que les Comités ou Conseils de travailleurs conservent leur originalité, c'est à dire qu'ils restent toujours sous le controle de ceux qui les ont élus. Car l'histoire nous a appris qu'aucune forme d'organisation n'est garantie contre la bureaucratisation ou contre la conquête par un parti hierarchisé, auquel cas les Conseils Ouvriers peuvent devenir de simples instruments au service d'une minorité dirigeante.

Tel fut le sort des soviets de 1917 lorsque les bolchéviks devinrent majoritaires en leur sein, et celui des Conseils Ouvriers allemands lorsque le parti social-démocrate parvint à les contrôler. Si donc les Comités ou Conseils sont pour les travailleurs la meilleure forme d'organisation qu'ils se soient donné spontanément dans le passé et qu'ils recréent à l'occasion de nouvelles luttes, faut-il encore que le niveau de conscience atteint dans ces luttes permette de préserver ces organismes de toute dégénérecence ? Nous touchons là un problème qui méritera d'être repris. Le texte de Pannekoek publié dans notre numéro 1 nous y aidera. C'est dans un processus de transformation permanente que s'effectue l'adaptation de la conscience à l'existence sociale, nous dit Pannekoek qui s'est efforcé de démêler tout ce qui intervient dans cette formation d'une conscience. En fait le niveau de conscience ne se laisse guère analyser, il se vérifie dans et par la lutte des classes.

Pour en rester aux Conseils ou Comités qui peuvent nous intéresser présentement ou dans un proche avenir, c'est à dire des Comités de grève ou Comités d'action qui verraient le jour au cours de grèves sauvages ou de nouveaux combats d'ouvriers et d'étudiants de quelque envergure, il faut évidemment souligner l'avantage énorme qu'ils présentent en tant qu'organisme mobilisateurs et unificateurs. Qu'importe alors la multiplicité des tendances qui peuvent s'exprimer au sein des Comités, et dont il serait vain de souhaiter la disparition. Les necessités de l'action donnent aux divergences leur véritable importance et aux formations de toutes sortes leur vraie dimension.

Il faut d'autre part remarquer, et cela est aussi une leçon de l'histoire, que les travailleurs ne créent des Comités ou Conseils que lorsque les organisations traditionelles, partis et syndicats, n'ont plus leur confiance, et sans que pour autant ils puissent miser sur les groupements d'extrême gauche dont la multiplicité et la faiblesse sont rebutantes. Dans de telles situations il ne faut donc pas s'étonner que s'impose la création d'organismes unitaires élus par les travailleurs eux-mêmes.

Nous ne prétendons pas être les seuls à considérer les Conseils ou Comités comme les organismes indispensables à toute action révolutionnaire. Mais ce qui nous distingue des autres courants communistes et qui nous vaut cette appellation de Communistes de Conseils, c'est le fait que nous voyons dans ces Conseils les seuls organes réellement représentatifs des travailleurs, et que tous nos efforts tendent à les aider à conserver leur autonomie par rapport à toutes les formations qui se proposent de les diriger.

Nous nous rattachons à, et nous nous réclamons de ce communisme de gauche que Lénine essaya d'éreinter dn le dénonçant comme "la maladie infantile du communisme."Depuis 1920, date à laquelle ce livre de Lénine fut écrit, nous pensons que l'histoire à tranché. La notion léniniste du parti dirigeant ne peut que conduire à une société techno-bureaucratique au sein de laquelle une nouvelle classe dominante remplace la bourgeoisie pour perpétuer l'exploitation des travailleurs. Le léninisme mène au Capitalisme d'Etat et non au socialisme qui ne peut être que l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.

Revenons à la situation présente caractérisée par le fait que chez de nombreux jeunes ouvriers et étudiants se manifeste la volonté de "continuer le combat" et de faire survivre ou revivre ce qui s'était spontanèment créé en Mai et Juin. Vouloir à tout prix, c'est à dire artificiellement, prolonger la vie d'organismes nés dans et pour l'action risque, en l'absence d'une participation massive des travailleurs ou des étudiants, de conduire à l'animation de petits cénacles dont la vie est conditionnée par l'entente ou l'affrontement des militants des multiples tendances qui cherchent surtout à étendre leur influence.

Mais il n'en reste pas moins que nous ne pouvons nous désintéresser de l'existence tant dans les entreprises qu'en milieu étudiant de noyaux qui peuvent malgè tout être considérés comme les embryons des nouveaux comités qu'un rebondissement de la lutte de classes ferait naitre. N'oublions jamais que la réalité nous offre rarement l'exemple de création d'organismes aussi purs que nous les voudrions . L'action concrète ne se déroule pas d'avantage suivant des schémas et dans le sens que nous pourrions souhaiter.

Notre rôle consiste simplement à défendre nos conceptions grâce à une participation active aux combats dans lesquels nous nous sommes engagés en tant que travailleurs.

OTTO RUHLE ET LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND - STALINISME ET FASCISME - CRITIQUE SOCIALISTE DU BOLCHEVISME

par Paul MATTICK traduction Juliette A.

I - L'activité d'Otto RUHLE dans le mouvement ouvrier allemand fut liée au travail de petites minorités restreintes à l'intérieur et à l'extérieur des organisations ouvrières officielles. Les groupes auxquels il a directement adhéré n'eurent à aucun moment une importance véritable. Et même à l'intérieur de ces groupes il occupa une position spéciale; il ne put jamais s'identifier complètement à aucune organisation. Il ne perdit jamais de vue les intérêts généraux de la classe ouvrière quelle que soit la stratégie politique spéciale qu'il ait soutenue à un moment particulier.

Il ne pouvait pas considérer les organisations comme une fin en elles-mêmes mais simplement comme des moyens pour l'établissement des relations sociales réelles et pour le développement plus complet de l'individu. A cause de ses larges conceptions sur la vie, il fut par moments accusé d'apostasie, et pourtant il mourut comme il avait vécu. Socialiste dans le sens réel du mot.

Aujourd'hui, tout programme et toute désignation ont perdu leur sens : les socialistes parlent un langage capitaliste, tous les capitalistes un langage socialiste, et tout le monde croit à tout et à rien. Cette situation est simplement l'aboutissement d'une longue évolution commencée par le mouvement ouvrier lui-même. Il est maintenant tout-à-fait clair que ce sont seulement ceux qui, dans le mouvement ouvrier traditionnel, ont fait opposition à ses organisations non démocratiques et à leurs tactiques, qui peuvent s'appeler proprement socialistes. Les chefs ouvriers d'hier et d'aujourd'hui n'ont pas représenté et ne représentent pas un mouvement d'ouvriers, mais un mouvement capitaliste d'ouvriers. C'est de se tenir en dehors du mouvement ouvrier qui a donné la possibilité de travailler en vue de changements sociaux décisifs. Le fait que, même à l'intérieur des organisations ouvrières dominantes, Ruhle soit resté un indépendant est une preuve de sa sincérité et de son intégrité. Sa pensée toute entière fut cependant déterminée par le mouvement auquel il s'opposait et il est nécessaire d'en analyser les caractéristiques pour comprendre l'homme lui-même.

Le mouvement ouvrier officiel ne fonctionnait ni en accord avec son idéologie primitive, ni en accord avec ses intérêts immédiats réels. Pendant un certain temps, il servit d'instrument de domination pour les classes dirigeantes. Perdant d'abord son indépendance, il dut bientôt perdre son existence même. Les intérêts investis en régime capitaliste ne peuvent se maintenir que par l'accumulation du pouvoir. Le processus de concentration du capital et du pouvoir politique contraint tout mouvement socialement important à tendre soit à détruire le capitalisme, soit à le servir de façon conséquente. L'ancien mouvement ouvrier ne pouvait pas réaliser ce dernier point et n'avait ni la volonté ni la capacité de réaliser le premier. Contraint à être un monopole parmi les autres, il fut balayé par le développement capitaliste dans le sens de la direction monopoliste des monopoles.

Dans son essence, l'histoire de l'ancien mouvement ouvrier est l'histoire du marché capitaliste abordé à un point de vue "prolétarien". Ce qu'on appelle les lois du marché devait être utilisé en faveur de la marchandise. Les actions collectives devaient aboutir aux salaires les plus élevés possibles. Le "pouvoir économique" ainsi obtenu devait être consolidé par voie de réforme sociale. Pour obtenirles plus hauts profits possibles, les capitalistes renforçaient la direction organisée du marché. Mais cette opposition entre le capital et le travail exprimait en même temps une identité d'intérêts. L'un et l'autre entretenaient la réorganisation monopoliste de la société capitaliste, quoiqu'assurément, derrière leurs activités consciemment dirigées, il n'y eût finalement rien d'autre que le besoin d'expansion du capital même. Leur politique et leurs aspirations, quoique basées en grande partie sur de véritables motifs tenant compte de faits et de besoins particuliers, étaient cependant déterminées par le caractère fétichiste de leur système de production.

Mis à part le fétichisme de la marchandise, quelque signification que les lois du marché puissent prendre par rapport à des pertes ou à des gains particuliers, et bien qu'elles puissent être utilisées par tel ou tel groupement d'intérêts, en aucun cas elles ne peuvent être utilisées en faveur de la classe ouvrière prise comme un tout. Ce n'est pas le marché qui gouverne le peuple et détermine les relations sociales régnantes, mais plutôt le fait qu'un groupe séparé, dans la société, possède ou dirige à la fois les moyens de production et les instruments d'oppression. Les conditions du marché, quelles qu'elles soient, favorisent toujours le Capital. Et si elles ne le font pas, elles seront transformées, repoussées ou complétées par des forces plus directes, plus puissantes, plus fondamentales, qui sont inhérentes à la propriété ou à la gestion des moyens de production.

Pour vaincre le capitalisme, l'action en dehors des rapports du marché capital-travail est nécessaire, action qui en finit à la fois avec le marché et les rapports de classe. Limité à l'action <u>à l'intérieur</u> de la structure capitaliste, l'ancien mouvement ouvrier menait la lutte dès l'extrême début dans des conditions inégales. Il était voué à se détruire lui-même ou à être détruit de l'extérieur. Il était destiné à être brisé de l'intérieur par sa propre opposition révolutionnaire qui donnerait naissance à de nouvelles organisations, ou condamné à être anéanti par le passage capitaliste de l'économie marchande à l'économie marchande dirigée, avec les changements politiques qui l'accompagnent. Dans le fait, ce fut cette seconde éventualité qui se réalisa, car l'opposition révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier ne réussit pas à se développer. Elle avait la parole mais pas la force et pas d'avenir immédiat, cependant que la classe ouvrière venait de passer un demi-siècle à construire une forteresse à son ennemi capitaliste et à bâtir pour elle-même une immense prison, sous la forme du mouvement ouvrier. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre à part des hommes comme Otto RUHLE pour décrire l'opposition révolutionnaire moderne, bien que le fait de distinguer des individus soit exactement à l'opposé de son propre point de vue et à l'opposé des besoins des ouvriers qui doivent apprendre à penser en termes de classes plutôt qu'en termes de personnalités révolutionnaires.

II - La première guerre mondiale et la réaction positive du mouvement ouvrier devant le carnage ne surprit que ceux qui n'avaient pas compris la société capitaliste et les succès du mouvement ouvrier à l'intérieur des limites de cette société. Mais peu le comprirent vraiment. Tout comme l'opposition d'avant-guerre à l'intérieur du mouvement ouvrier peut être mise en lumière en citant l'oeuvre littéraire et scientifique de quelques individus au nombre desquels il faut compter Ruhle, de même "l'opposition ouvrière" contre la guerre peut aussi s'exprimer par les noms de Liebknecht, Luxembourg, Mehring, Ruhle et d'autres. Il est tout-à-fait révélateur que l'attitude opposée à la guerre, pour être si peu que ce soit efficace, dut d'abord se procurer une autorisation parlementaire. Elle dut être mise en scène sur les tréteaux d'une institution bourgeoise, montrans ainsi ses limites dès son premier commencement. En fait, elle ne servit que d'avant-coureur au mouvement bourgeois libéral pour la paix qui aboutit en fin de compte à mettre fin à la guerre, sans bouleverser le statu-quo capitaliste. Si, dès le début, la plupart des ouvriers étaient derrière la majorité belliciste, ils ne furent pas moins nombreux à suivre l'action de leur bourgeoisie contre la guerre qui se termina dans la République de Weimar. Les mots d'ordre contre la guerre, quoique lancés par les révolutionnaires, firent simplement l'office d'une endigue particulière de la politique bourgeoise et finirent là où ils étaient nés - dans le parlement démocratique bourgeois.

L'opposition véritable à la guerre et à l'impérialisme fit son apparition sous la forme des désertions de l'armée et de l'usine et dans la reconnaissance, lentement grandissante, de la part de beaucoup d'ouvriers, que leur lutte contre la guerre et l'exploitation devait englober la lutte contre l'ancien mouvement ouvrier et toutes ses conceptions.

Cela parle en faveur de Ruhle que son nom disparut très vite du tableau d'honneur de l'opposition contre la guerre. Il est clair, naturellement, que Liebknecht et Luxembourg ne furent célébrés au début de la seconde guerre mondiale que parce qu'ils moururent longtemps avant que le monde en guerre fût ramené à la "normale" et eût besoin de héros ouvriers défunts pour soutenir les chefs ouvriers vivants qui mettaient à exécution une politique "réaliste" de réformes ou se mettaient au service de la politique étrangère de la Russie bolchévique.

La première guerre mondiale révéla, plus que toute autre chose, que le mouvement était une partie et une parcelle de la société bourgeoise. Les différentes organisations de tous les pays prouvèrent qu'elles n'avaient ni l'intention ni les moyens de combattre le capitalisme, qu'elles ne s'intéressaient qu'à garantir leur propre existence à l'intérieur de la structure capitaliste. En Allemagne ce fut particulièrement évident parce que, à l'intérieur du mouvement international, les organisations allemandes étaient les plus étendues et les plus unifiées. Pour ne pas renoncer à ce qui avait été construit depuis les lois anti-socialistes de Bismark, l'opposition minoritaire à l'intérieur du parti socialiste fit preuve d'une contrainte volontaire sur elle-même à un point inconnu dans les autres pays. Mais alors, l'opposition russe exilée avait moins à perdre, elle avait de plus rompu avec les réformistes et les partisans de la collaboration de classes, une décade avant l'éclatement de la guerre. Et il est très difficile de voir dans les douçâtres arguments pacifistes du Parti Travailliste Indépendant (I.L.P.) quelque opposition réelle au social-patriotisme qui a saturé le mouvement ouvrier anglais. Mais on attendait davantage de la gauche allemande que d'aucun autre groupe à l'intérieur de l'Internationale, et son attitude à l'éclatement de la guerre fut de ce fait particulièrement décevante. Mises à part les conditions psychologiques individuelles, cette attitude fut le résultat du fétichisme d'organisation qui régnait dans ce mouvement.

Ce fétichisme exigeait la discipline et l'attachement strict aux formules démocratiques, la minorité devant se soumettre à la volonté de la majorité. Et bien qu'il soit évident que, dans les conditions du capitalisme, ces formules cachent simplement des faits tout opposés, l'opposition ne réussit pas à saisir que la démocratique intérieure du mouvement ouvrier n'était pas différente de la démocratie bourgeoise en général. Une minorité possédait et dirigeait les organisations, tout comme la minorité capitaliste possède et dirige les moyens de production et l'appareil de l'état. Dans les deux cas, les minorités, par la vertu de la direction, déterminent le comportement des majorités. Mais, par la force des procédures traditionnelles, au nom de la discipline et de l'unité, gênée et allant contre ce qu'elle savait le mieux, cette minorité opposée à la guerre soutint le chauvinisme social-démocrate. Il n'y eut qu'un homme au Reichstag d'Août 1914 - Fritz Kunert- qui ne fut pas capable de voter pour les crédits de guerre, mais qui ne fut pas capable non plus de voter contre eux ; et ainsi, pour satisfaire sa conscience, il s'abstint de voter l'un et l'autre. Au printemps 1915, Liebknecht et Ruhle furent les premiers à voter contre le consentement des crédits de guerre au gouvernement. Ils restèrent seuls un bon moment et ne trouvèrent de nouveaux compagnons qu'au moment où les chances d'une paix victorieuse disparurent du jeu d'échecs militaire. Après 1916 l'attitude radicale contre la guerre fut soutenue et bientôt engloutie par un mouvement bourgeois en quête d'une paix par négociation, mouvement qui, finalement, fut chargé d'hériter du fonds de faillite de l'impérialisme allemand.

En tant que violateurs de la discipline, Liebknecht et Ruhle furent expulsés du groupe social-démocratique du Reichstag. Avec Rosa Luxembourg, Franz Mehring et d'autres, plus ou moins oubliés maintenant, ils organisèrent le groupe "Internationale", publiant une revue du même nom pour exposer l'idée d'internationalisme dans le monde en guerre. En 1916, ils organisèrent le Spartakusbund qui collaborait avec d'autres formations de l'aile gauche, comme l' "Internationalen Sozialiste" avec Julien Borchardt comme porte-parole, et le groupe formé autour de Johann Knief et du journal radical de Brême "Arbeiterpolitik". Rétrospectivement il semble que ce dernier groupe était le plus avancé, c'est-à-dire le plus avancé dans son éloignement des traditions social-démocrates et par son orientation vers de nouvelles façons d'aborder la lutte de classes prolétarienne. A quel point le Spartakusbund était encore attaché au fétichisme de l'organisation et de l'unité, qui dominait le mouvement ouvrier allemand, cela fut mis en lumière par son attitude oscillante concernant les premières tentatives de donner une nouvelle orientation au mouvement socialiste international à Zimmerwald et à Kienthal. Les spartakistes n'étaient pas favorables à une rupture nette avec le vieux mouvement ouvrier dans le sens de l'exemple plus précoce donné par les Bolchéviks. Ils espéraient encore amener le parti à leur propre position, et éviter soigneusement toute politique de rupture irréconciliable. En Avril 1917, le Spartakusbund s'unit aux Socialistes Indépendants (Unabhangige Sozialdemokratische Partei Deutschlands) qui formaient le centre de l'ancien mouvement ouvrier, mais qui ne voulaient plus couvrir le chauvinisme de l'aile majoritaire conservatrice du parti social-démocrate. Relativement indépendant, quoiqu'encore à l'intérieur du Parti Socialiste Indépendant, le Spartakusbund ne quitta cette organisation qu'à la fin de l'année 1918.

III - A l'intérieur du Spartakusbund, Otto Ruhle partagea la position de Liebknecht et Rosa Luxembourg, qui avaient été attaquées par les bolcheviks comme non conséquente. Et elle n'était inconséquente que pour des raisons appropriées. Au premier regard, la principale semblait basée sur l'illusion que le parti social-démocrate pouvait être réformé. Avec le changement de circonstances, espérait-on, les masses cesseraient de suivre leurs chefs conservateurs pour soutenir l'aile gauche du parti. Et bien que de telles illusions aient existé vraiment, d'abord au sujet du vieux parti et plus tard au sujet des socialistes indépendants, elles n'expliquent pas l'hésitation de la part des chefs spartakistes à s'engager dans les voies du bolchevisme. En réalité, les spartakistes se trouvaient devant un dilemme quelque fût la direction de leurs regards. En n'essayant pas au bon moment de rompre résolument avec la social-démocratie, ils avaient manqué l'occasion de constituer une forte organisation capable de jouer un rôle décisif dans les soulèvements sociaux attendus. Cependant, en considérant la situation réelle en Allemagne, en considérant l'histoire du mouvement ouvrier allemand, il était très difficile de croire à la possibilité de former rapidement un contre-parti opposé aux organisations ouvrières dominantes. Naturellement il aurait été possible de former un parti à la façon de Lénine, un parti de révolutionnaires professionnels, ayant pour but d'usurper le pouvoir, si c'était nécessaire, contre la majorité de la classe ouvrière. Mais c'était à quoi, précisément, les gens autour de Rosa Luxembourg n'aspiraient pas. A travers les années de leur opposition au réformisme et au révisionnisme, ils n'avaient jamais raccourci la distance qui les séparait de la "gauche" russe, de la conception de Lénine de l'organisation et de la Révolution. Au cours de vives controverses, Rosa Luxembourg avait indiqué clairement le fait que les conceptions de Lénine étaient de nature jacobine et inapplicables en Europe occidentale où ce n'était pas un révolution bourgeoise qui était à l'ordre du jour, mais une révolution prolétarienne. Quoiqu'elle aussi parlât de la dictature du prolétariat, cette dictature signifiait pour elle, ce qui la distinguait de Lénine, "la manière d'appliquer la démocratie -non pas son abolition - devant être l'oeuvre de la classe, et non celui d'une petite minorité au nom de la classe".

De façon aussi enthousiaste que Liebknecht, Luxembourg et Ruhle ont salué le renversement du tsarisme, ils n'abandonnèrent pas pour cela leur attitude critique, ils n'oublièrent ni le caractère du parti bolchevique, ni les limites historiques de la Révolution Russe. Mais en dehors des réalités immédiates et du résultat final de cette révolution, il fallait le soutenir comme première rupture dans la phalange impérialiste, et comme avant-coureur de la révolution allemande attendue. De cette dernière, beaucoup de signes étaient apparus dans des grèves, des émeutes de la faim, des mutineries et toutes sortes de faits de résistance passive. Mais l'opposition grandissante contre la guerre et la dictature de Ludendorff ne trouvait aucune expression organisationnelle qui atteignît une extension considérable. Au lieu d'évoluer vers la gauche, les masses suivaient leurs vieilles organisations et s'alignaient sur la bourgeoisie libérale. Les soulèvements dans la Marine Allemande et enfin la révolte de Novembre furent menés dans l'esprit de la social-démocratie, c'est-à-dire dans l'esprit de la bourgeoisie allemande vaincue.

La révolution allemande semble de plus de portée qu'elle n'en avait réellement. L'enthousiasme spontané des ouvriers tendait bien plus à finir la guerre qu'à changer les relations sociales existantes. Leurs revendications exprimées dans les conseils d'ouvriers et de soldats ne dépassaient pas les possibilités de la société bourgeoise. Même la minorité révolutionnaire, et ici particulièrement le Spartakusbund, ne réussit pas à développer un programme révolutionnaire cohérent. Ses revendications politiques et économiques étaient de nature double ; elles étaient établies pour un double usage : comme

revendications destinées à être acceptées par la bourgeoisie et ses alliés socio-démocrates, et comme mots d'ordre d'une révolution qui devait en finir avec la société bourgeoise et ses défenseurs.

Naturellement, au sein de l'océan de médiocrité que fut la révolution allemande, il y eut des courants révolutionnaires qui réchauffèrent le coeur des radicaux et les amenèrent à s'engager dans des entreprises historiquement tout-à-fait déplacées. Des succès partiels, dus à la stupéfaction momentanée des classes dominantes et à la passivité générale des grandes masses, épuisées qu'elles étaient par quatre années de famine et de guerre, nourrissaient l'espoir que la révolution pourrait se terminer par une société socialiste. Seulement, personne ne savait réellement à quoi ressemblait la sociétésocialiste et quels pas restaient à franchir pour l'amener à l'existence. "Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats " Quciqu'attirant, comme mot d'ordre, cela laissait cependant toutes les questions essentielles ouvertes. Ainsi, les luttes révolutionnaires qui suivirent Novembre 1918 ne furent pas déterminées par les plans consciemment fabriqués de la minorité révolutionnaire, mais lui furent imposées par la contre-révolution qui se développait lentement et qui s'appuyait sur la majorité du peuple. Le fait est que les larges masses allemandes, à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement ouvrier, ne regardaient pas en avant vers l'établissement d'une nouvelle société, mais en arrière vers la restauration du capitalisme libéral, sans ses mauvais aspects, ses inégalités politiques, sans son militarisme et son impérialisme. Elles désiraient simplement qu'on complète les réformes commencées avant la guerre, destinées à aboutir à un système capitaliste bienveillant.

L'ambigüité qui caractérisait la politique du Spartakusbund fut en grande partie le résultat du conservatisme des masses. Les chefs spartakistes étaient prêts d'un côté à suivre la ligne nettement révolutionnaire que désiraient les prétendus "ultra-gauches", et de l'autre côté ils restaient sûrs qu'une telle politique ne pouvait avoir aucun succès étant donné l'attitude prédominante des masses et la situation internationale.

L'effet de la révolution russe sur l'Allemagne avait été à peine perceptible. Il n'y avait pas non plus de raisons d'espérer qu'un tournant radical en Allemagne puisse avoir aucune répercussion supérieure en France, en Angleterre et en Amérique. S'il avait été difficile pour les Alliés d'intervenir en Russie de façon décisive, il rencontreraient des difficultés moins grandes pour écraser un mouvement communiste allemand. Au sortir des victoires militaires, le capitalisme de ces nations s'était considérablement renforcé ; rien n'indiquait réellement que leurs masses patriotes refuseraient de combattre une Allemagne révolutionnaire plus faible. En tous cas, mises à part des considérations de cet ordre, il y avait peu de raisons de croire que les masses allemandes occupées à se débarrasser de leurs armes, reprendraient la guerre contre un capitalisme étranger pour se débarrasser du leur. La politique qui était apparemment la plus "réaliste" vis-à-vis de la situation internationale, et que devaient proposer bientôt Wolfheim et Lauffenberg, sous le nom de National-Bolchevisme, était encore non réaliste, étant donné le rapport de force réel d'après-guerre. Le plan de reprendre la guerre avec l'aide de la Russie contre le capitalisme des Alliés ne tenait pas compte du fait que les Bolcheviks n'étaient ni prêts à participer à une telle aventure, ni capables de le faire. Naturellement les Bolcheviks n'étaient pas opposés à l'Allemagne, ni à aucune autre nation créant des difficultés aux impérialismes victorieux ; cependant, ils n'encourageaient pas l'idée d'une nouvelle guerre à large échelle pour propager la "révolution mondiale". Ils désiraient du soutien pour leur propre régime dont le maintien était encore en question pour les bolcheviks eux-mêmes, mais ils ne s'intéressaient pas au soutien des révolutions dans les

autres pays par des moyens militaires. Suivre un cours nationaliste, en dépendant de la question des alliances, d'une part, et, en même temps unifier l'Allemagne, une fois de plus, pour une guerre de "libération" de l'oppression étrangère, était hors de question : la raison en est que les couches sociales, que les "nationaux-révolutionnaires" devaient gagner à leur cause étaient précisément les gens qui mettaient fin à la guerre avant la défaite complète des armées allemandes pour prévenir l'extension du "bolchevisme". Incapables de devenir les maîtres du capitalisme international, ils avaient préféré se maintenir comme ses meilleurs serviteurs. Cependant, il n'y avait pas moyen de traiter les questions allemandes intérieures sans y impliquer une politique extérieure définie. La révolution allemande radicale était ainsi battue avant même de pouvoir survenir, battue par son capitalisme propre et le capitalisme mondial.

Le besoin de considérer sérieusement les rapports internationaux ne vint jamais à la Gauche allemande. Ce fut, peut-être, la plus nette indication de son peu d'importance. La question de savoir que faire du pouvoir politique une fois conquis ne fut pas non plus concrètement soulevée. Personne ne semblait croire que ces questions auraient à recevoir une réponse. Liebknecht et Luxembourg étaient sûrs qu'une longue période de lutte de classes se dressait devant le prolétariat allemand sans aucun signe de victoire rapide. Ils voulaient en tirer le meilleur parti et préconisaient le retour au travail parlementaire et syndical. Cependant dans leurs activités antérieures, ils avaient déjà outrepassé les frontières de la politique bourgeoise ; ils ne pouvaient plus retourner aux prisons de la tradition. Ils avaient rallié autour d'eux l'élément le plus radical du prolétariat allemand qui était résolu maintenant à considérer tout combat comme la lutte finale contre le capitalisme. Ces ouvriers considéraient la révolution russe en rapport avec leurs propres besoins et leur propre mentalité ; ils se souciaient moins des difficultés dissimulées dans l'avenir que de détruire le plus possible des forces du passé. Il n'y avait que deux voies ouvertes aux révolutionnaires, ou bien tomber avec les forces dont la cause était perdue d'avance, ou bien retourner au troupeau de la démocratie bourgeoise et accomplir le travail social au service des classes dominantes. Pour le vrai révolutionnaire, il n'y avait évidemment qu'une seule voie : tomber avec les ouvriers combattants. C'est pourquoi Eugène Levine parlait des révolutionnaires comme d' "une personne morte en congé", et c'est pourquoi Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht allèrent à la mort presque comme des somnambules. C'est par pur accident qu'Otto Ruhle et beaucoup d'autres de la Gauche résolue restèrent vivants.

IV - Le fait que la bourgeoisie internationale put terminer sa guerre sans rien de plus que la perte temporaire de l'affaire russe détermina l'histoire entière de l'après-guerre dans sa chute vers la seconde guerre mondiale. Rétrospectivement, les luttes du prolétariat allemand de 1919 à 1923 apparaissent comme des frictions secondaires qui accompagnèrent le processus de réorganisation capitaliste qui suivit la crise de la guerre. Mais il y a toujours eu une tendance à considérer les sous-produits des changements violents dans la structure capitaliste comme des expressions de la volonté révolutionnaire du prolétariat. Les optimistes radicaux toutefois sifflaient simplement dans la nuit. La nuit est une réalité assurément et le bruit est encourageant, mais cependant à cette heure tardive, il est inutile de prendre cela trop au sérieux. Aussi impressionnante soit l'histoire d'Otto Ruhle en tant que révolutionnaire pratique, aussi exaltant que ce soit de rappeler les journées d'action prolétariennes, à Dresde, en Saxe, en Allemagne - meetings, manifestations, grèves, combats de rues, discussions ardentes, les espoirs, les craintes, les déceptions, l'amertume de la défaite et les souffrances de la prison et de la mort - cependant, on ne peut tirer que des leçons négatives de toutes ces tentatives.

Toute l'énergie et tout l'enthousiasme ne furent pas suffisants pour opérer un changement social ou pour modifier la mentalité contemporaine. La leçon retirée portait sur ce qu'il ne fallait pas faire. Comment réaliser les besoins révolutionnaires du prolétariat ? on ne l'avait pas découvert.

Les soulèvements propices à l'émotion fournissaient un excitant jamais épuisé à la recherche. La révolution qui pendant si longtemps avait été une simple théorie et un vague espoir était apparue un moment comme une possibilité pratique. On avait manqué l'occasion, sans doute, mais la chance reviendrait qu'on utiliserait mieux une autre fois. Si les gens n'étaient pas révolutionnaires, du moins "l'époque" l'était, et les conditions de crise qui règnaient révolutionneraient tôt ou tard l'esprit des ouvriers. Si le feu des escouades de la police social-démocrate avait mis fin à la lutte, si l'initiative des ouvriers était une fois de plus détruite par l'émasculation de leurs conseils au moyen de la légalisation, si leurs chefs agissaient de nouveau non pas avec la classe mais "pour le bien de la classe", dans les différentes organisations capitalistes, la guerre avait révélé que les contradictions fondamentales du capitalisme étaient insolubles et que l'état de crise était l'état "normal" du capitalisme. De nouvelles actions révolutionnaires étaient probables et trouveraient les révolutionnaires mieux préparés.

Quoique les révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie aient échoué, il y avait encore la révolution russe pour rappeler au monde la réalité des buts prolétariens. Toutes les discussions tournaient autour de cette révolution, et à bon droit, car cette révolution devait déterminer le cours futur de la Gauche allemande. En Décembre 1919, se forma le Parti Communiste Allemand. Après l'assassinat de Liebknecht et de Luxembourg, il fut conduit par Paul Levy et Karl Radek. Cette nouvelle direction fut immédiatement attaquée par un opposition de gauche à l'intérieur du parti - opposition à laquelle appartenait Ruhle - à cause de la tendance de la direction à défendre le retour à l'activité parlementaire. A la fondation du Parti, ses éléments radicaux avaient réussi à lui donner un caractère anti-parlementaire et une direction largement démocratique, ce qui le distinguait du type léniniste d'organisation. Une politique an-syndicale avait été aussi adoptée. Liebknecht et Luxembourg subordonnèrent leurs propres divergences aux vues de la majorité radicale. Mais pas Levy et Radek. Déjà, pendant l'été de 1919, ils firent comprendre qu'ils scissionneraient le parti pour participer aux élections parlementaires. Simultanément, ils entreprirent une propagande pour le retour au travail syndical, en dépit du fait que le parti était déjà engagé dans la formation de nouvelles organisations non plus basées sur les métiers ou même les industries, mais sur les usines. Ces organisations d'usines étaient coalisées en une seule organisation de classe, l'Union Générale du Travail (Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands). Au Congrès d'Heidelberg en Octobre 1919, tous les délégués qui étaient en désaccord avec le nouveau Comité Central et maintenaient la position prise à la fondation du parti communiste furent expulsés. Au mois de février suivant, le Comité Central décida de se débarrasser de tous les secteurs ("districts") dirigés par l'opposition de gauche. L'opposition avait le bureau d'Amsterdam de L'Internationale Communiste de son côté, ce qui amena la dissolution de ce bureau par l'Internationale afin de soutenir le bloc Levy-Radek. Et finalement en Avril 1920, l'aile gauche fonda le Parti Ouvrier Communiste (Kommunistischs Arbeiter Partei Deutschlands). Pendant toute cette période, Otto Ruhle était du côté de l'opposition de gauche.

Le Parti Ouvrier Communiste ne se rendait pas compte jusqu'alors du fait que sa lutte contre les groupes entourant Radek et Levy était la reprise de la vieille lutte de la Gauche allemande contre le bolchevisme, et dans un sens plus large contre la nouvelle structure du capitalisme mondial qui prenait forme lentement. On décida d'entrer dans l'Internationale Communiste.

Le Parti Ouvrier Communiste semblait être plus bolchevik que les bolcheviks. De tous les groupes révolutionnaires, par exemple, c'était celui qui insistait le plus pour l'aide directe aux bolcheviks pendant la guerre russo-polonaise. Mais l'Internationale Communiste n'avait pas besoin de prendre une nouvelle décision contre les "ultra-gauches", ses chefs avaient pris leurs décisions vingt ans auparavant. Néanmoins, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste essaya encore de garder le contact avec le K.A.P.D., non pas seulement parce qu'il contenait encore la majorité de l'ancien Parti Communiste, mais parce qu'aussi bien Levi que Radek, quoiqu'exécutant le travail des bolcheviks en Allemagne, avaient été les plus proches disciples non de Lenine, mais de Rosa Luxembourg. Au second Congrès mondial de la Troisième Internationale en 1920, les bolcheviks russes étaient déjà en état de dicter la politique de l'Internationale. Otto Ruhle, assistant auCongrès, reconnut l'impossibilité de modifier cet état de choses et la nécessité immédiate de combattre l'Internationale bolchevique dans l'intérêt de la révolution prolétarienne.

Le Parti Ouvrier Communiste envoya une nouvelle délégation à Moscou qui ne put revenir qu'avec les mêmes résultats. Tout cela fut résumé dans la "Lettre ouverte à Lénine" de Herman Gorter, qui répondait au "Communisme de gauche, maladie infantile de Lénine. L'action de la Troisième Internationale contre les "ultra-gauches" était la première tentative ouverte pour faire obstacle à toutes les différentes sections nationales et pour les diriger. La pression exercée sur le Parti Ouvrier Communiste pour le retour au parlementarisme et au syndicalisme s'accrut sans cesse, mais le Parti Ouvrier Communiste se retira de l'Internationale après son troisième Congrès.

V - Au second Congrès mondial, les chefs bolcheviks pour s'assurer la direction de l'Internationale, proposèrent vingt et une conditions d'admission à l'Internationale Communiste. Puisqu'ils dirigeaient le Congrès, ils n'eurent aucune difficulté à faire adopter ces conditions. Sur ce, la lutte sur des questions d'organisation qui vingt ans auparavant avaient provoqué des controverses entre Luxembourg et Lenine, fut ouvertement reprise. Derrière les questions organisationnelles débattues, il y avait naturellement des différences fondamentales entre la révolution bolchevique et les besoins du prolétariat occidental.

Pour Otto Ruhle, ces vingt et une conditions suffirent à détruire ses dernières illusions sur le régime bolchevik. Ces conditions assuraient à l'Exécutif de l'Internationale, c'est-à-dire aux chefs du parti russe, un contrôle complet et une autorité totale sur toutes les sections nationales. De l'avis de Lénine, il n'était pas possible de réaliser la dictature à une échelle internationale "sans un parti strictement centralisé, discipliné, capable de conduire et de gérer chaque branche, chaque sphère, chaque variété du travail politique et culturel". Il parut d'abord à Ruhle que derrière l'attitude dictatoriale de Lénine, il yavait simplementl'arrogance du vainqueur essayant d'imposer au monde les méthodes de combat et le type d'organisation qui avaient apporté le pouvoir aux bolcheviks. Cette attitude, qui insistait pour qu'on applique l'expérience russe à l'Europe occidentale ou dominaient des conditions entièrement différentes apparaissait comme une erreur, une faute politique, un manque de compréhension des particularités du capitalisme occidental et le résultat du souci fanatiquement exclusif qu'avait Lénine des problèmes russes. La politique de Lénine semblait être déterminée par l'arriération du développement capitaliste russe, et bien qu'il fallût le combattre dans l'Europe occidentale, puisqu'il tendait à soutenir la restauration capitaliste, on ne pouvait pas l'appeler une force carrément contre-révolutionnaire. Cette attitude bienveillante à l'égard de la révolution bolchevique devait être bientôt anéantie par l'activité ultérieure des bolcheviks eux-mêmes.

Les bolcheviks allèrent de petites "fautes" à des "fautes" toujours plus graves. Bien que le parti communiste allemand affilié à la Troisième Internationale grandisse régulièrement, particulièrement après son unification avec les socialistes indépendants, la classe prolétarienne, déjà sur la défensive, abandonna une position après l'autre aux forces de la réaction capitaliste. Dans sa concurrence avec le parti social-démocrate qui représentait des fractions de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière dite syndicale, le Parti Communiste ne pouvait pas manquer de grandir à mesure que se paupérisaient ces couches sociales dans la dépression permanente où se trouvait le capitalisme allemand lui-même. Avec l'accroissement régulier du chômage, le mécontentement vis-à-vis du statu quo et de ses défenseurs les plus dévoués, les sociaux démocrates allemands, il s'accrut aussi.

On ne rendit populaire que le côté héroïque de la Révolution Russe; le vrai caractère quotidien du régime bolchevique fut dissimulé à la fois par ses amis et ses ennemis. Car, à cette époque, le capitalisme d'Etat qui se développait en Russie était encore aussi étranger à la bourgeoisie endoctrinée par l'idéologie du "laissez-faire" que lui était étranger le socialisme proprement dit. Et la plupart des socialistes concevaient le socialisme comme une sorte de direction par l'Etat de l'industrie et des ressources naturelles, la révolution russe devint un mythe puissant et habilement entretenu accepté par les couches appauvries du prolétariat allemand en compensation de leur misère croissante, le même mythe fut étoffé par les réactionnaires pour accroître la haine de leurs suiveurs contre les ouvriers allemands et toutes les tendances révolutionnaires en général.

Contre ce mythe, contre l'appareil puissant de propagande de l'Internationale Communiste qui édifiait ce mythe, propagande accompagnée et soutenue par un assaut général du capital contre le travail dans le monde entier, -contre tout cela la raison ne pouvait pas l'emporter. Tous les groupes radicaux à la gauche du Parti Communiste allèrent de la stagnation à la désagrégation. Cela n'empêchait pas que ces groupes aient la ligne politique "juste" et le Parti Communiste une ligne "fausse", car aucune question de stratégie révolutionnaire n'était impliquée en cela. Ce qui avait lieu, c'était que le capitalisme mondial traversait un processus de stabilisation et se débarrassait des éléments prolétariens perturbateurs qui, dans les conditions de crise de la guerre et l'effondrement militaire, avaient essayé de s'imposer politiquement.

La Russie qui, de toutes les nations, était celle qui avait le plus grand besoin de se stabiliser, fut le premier pays à détruire son mouvement ouvrier au moyen de la dictature du parti bolchevik. Dans les conditions de l'impérialisme, la stabilisation intérieure n'est possible que par une politique extérieure de puissance. Le caractère de la politique extérieure de la Russie sous les bolcheviks fut déterminé d'après les particularités de la situation européenne d'après guerre. L'impérialisme moderne ne se contente plus de s'imposer simplement au moyen d'une pression militaire et d'une action militaire effective. La "cinquième colonne" est l'arme reconnue de toutes les nations. Cependant, la vertu impérialiste d'aujourd'hui était encore une nécessité absolue pour les bolcheviks qui essayaient de tenir bon dans un monde de luttes impérialistes. Il n'y avait rien de contradictoire dans la politique bolchevique qui consistait à enlever tout le pouvoir aux ouvriers russes et à essayer en même temps de construire de fortes organisations ouvrières dans les autres pays. Précisément, c'est dans la mesure où ces organisations devaient être souples afin de se plier aux besoins politiques changeants de la Russie que leur direction par en haut devait être rigide.

Naturellement, les bolcheviks ne considéraient pas les différentes sections de l'Internationale comme de simples légions étrangères au service de la "patrie des ouvriers"; ils croyaient que ce qui aidait la Russie devait aussi servir le progrès ailleurs. Ils croyaient avec juste raison que la révolution russe avait été le début d'un mouvement général à l'échelle mondiale du capitalisme de monopole au capitalisme d'Etat, et considéraient que ce nouvel état de choses était un progrès dans le sens du Socialisme. Autrement dit, sinon dans leurs tactiques, du moins dans leur théorie, ils étaient encore sociaux-démocrates et de leur point de vue les chefs sociaux-démocrates étaient réellement des traîtres à leur propre cause quand ils avaient aidé à maintenir le capitalisme du "laissez-faire" d'hier. Contre la social-démocratie ils se sentaient de vrais révolutionnaires, contre les "ultra-gauches" ils se sentaient des réalistes, les vrais représentants du socialisme scientifique.

Mais ce qu'ils pensaient d'eux-mêmes et ce qu'ils étaient réellement sont choses différentes. Dans la mesure où ils continuaient à méconnaître leur mission historique, ils provoquaient continuellement la défaite de leur propre cause; dans la mesure où ils étaient obligés de s'élever au niveau des besoins objectifs de "leur révolution", ils devenaient la force contre-révolutionnaire la plus importante du capitalisme moderne. En se battant comme de véritables sociaux-démocrates, pour la prépondérance dans le mouvement socialiste mondial, en identifiant les intérêts nationalistes étroits de la Russie capitaliste d'Etat avec les intérêts du prolétariat mondial, et en essayant de se maintenir à tout prix sur les positions du pouvoir qu'ils avaient conquis en 1917, ils préparaient simplement leur propre chute, qui se transforma en drame dans de nombreuses luttes de factions, atteignit son point culminant aux procès de Moscou, aboutit à la Russie stalinienne d'aujourd'hui - une nation impérialiste parmi les autres.

Etant donné ce développement, ce qui était plus important que la critique implacable que fit Ruhle de la politique réelle des bolcheviks en Allemagne et dans le monde en général, c'était sa reconnaissance rapide de l'importance historique réelle du mouvement bolchevique, c'est-à-dire de la social-démocratie militante. Ce qu'un mouvement conservateur social-démocrate était capable de faire et de ne pas faire, les partis d'Allemagne, de France et d'Angleterre ne l'avaient révélé que trop clairement. Les bolcheviks montrèrent ce qu'ils auraient fait s'ils avaient été encore un mouvement subversif. Ils auraient essayé d'organiser le capitalisme inorganisé et de remplacer les entrepreneurs individuels par des bureaucrates. Ils n'avaient pas d'autres plans et même ceux-ci n'étaient que des extensions du processus de cartellisation, de trustification et de centralisation qui se poursuivait à travers le monde capitaliste tout entier. En Europe occidentale, cependant, les partis socialistes ne purent plus agir de façon bolchevique, car leur bourgeoisie était déjà en train d'établir cette sorte de "socialisation" de son plein gré. Tout ce que les socialistes pouvaient faire, c'était de leur prêter la main, c'est-à-dire pour passer lentement à la société socialiste naissante.

Le sens du bolchevisme ne se révéla pleinement qu'avec la naissance du fascisme. Pour combattre ce dernier, il était nécessaire, selon le mot de Ruhle, de comprendre que "la lutte contre le fascisme commençait avec la lutte contre le bolchevisme". A la lumière des évènements présents, les groupes "ultra-gauches" en Allemagne et en Hollande doivent être considérés comme les premières organisations anti-fascistes, anticipant dans leur lutte contre les partis communistes le besoin futur de la classe ouvrière de combattre la forme fasciste du capitalisme. Les premiers théoriciens de l'anti-fascisme doivent se trouver parmi les porte-paroles des sectes radicales : Gorter et Pannekoek en Hollande,

Ruhle, Pfemfert, Broch et Fraenkel en Allemagne, et on doit les considérer comme tels en raison de leur lutte contre la conception de la domination du parti et de la direction par l'Etat, en raison de leurs tentatives de réaliser les idées du mouvement des conseils favorables à l'auto-détermination directe de son destin, et en raison de leur soutien de la lutte de la Gauche allemande à la fois contre la social-démocratie et sa branche léniniste.

Peu de temps avant sa mort, Ruhle résumant ses découvertes au sujet du bolchevisme, n'hésitait pas à placer la Russie au premier rang des Etats totalitaires. Elle a servi de modèle pour les autres dictatures capitalistes. Les divergences idéologiques ne différencient pa s véritablement des systèmes socio-économiques. L'abolition de la propriété privée des moyens de prduction combinée avec la gestion par les ouvriers des produits de leurtravail et la fin du système "des salaires", ces deux conditions il est vrai, ne sont pas remplies en Russie, pas plus que dans les Etats fascistes.

Pour éclairer le caractère fasciste du système russe, Ruhle revient une fois de plus au "Communisme de gauche, maladie infantile" de Lénine, car "de toutes les déclarations programmatiques du bolchevisme elle est la plus révélatrice de son caractère réel". Quand en 1933, Hitler supprime toute la littérature socialiste en Allemagne, raconte Ruhle, la publication et la diffusion de la brochure de Lénine fut autorisée. Dans ce travail, Lénine insiste sur le fait que le parti doit être une sorte d'académie de guerre de révolutionnaires professionnels. Ses principales exigences étaient les suivantes : autorité inconditionnelle du Chef, centralisme rigide, discipline de fer, conformisme, combattivité et sacrifice de la personnalité aux intérêts du parti. Et Lénine développa véritablement une élite d'intellectuels, un centre qui, une fois jeté dans la révolution, devait se saisir de la direction et s'arroger le pouvoir. "Il est inutile, disait Ruhle, d' essayer de déterminer logiquement et abstraitement si cette espèce de préparation à la r évolution est juste ou fausse. Il y a d'autres questions à poser d'abord; quelle sorte de révolution se préparait? Et quel était le but de cette révolution ?" Il répondait en montrant que le parti de Lénine travaillait dans les cadres de la révolution bourgeoise en retard en Russie pour renverser le régime féodal du tsarisme. Ce qu'on peut considérer comme une solution des problèmes révolutionnaires dans une révolution bourgeoise ne peut pas cependant en même temps être considéré comme une solution pour la révolution prolétarienne. Les différences structurelles décisives entre la société capitaliste et la société socialiste excluent une attitude pareille. Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs paraissent être la tête des masses. "Cette distinction entre tête et corps", souligne Ruhle, "entre les intellectuels et les ouvriers, officiers et simples soldats, correspond à la dualité de la société de classes. Une classe est dressée à commander, l'autre à être commandée. L'organisation de Lénine n'est qu'une réplique de la société bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les forces créant un ordre social comportant les rapports de classes en question, sans égard aux buts subjectifs qui accompagnent ce processus".

A coup sûr, quiconque désire un ordre bourgeois trouvera dans le divorce entre le chef et les masses, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, la préparation stratégique juste de la révolution. Aspirant à diriger la révolution bourgeoise en Russie, le parti de Lénine était hautement approprié. Mais quand la révolution russe montra sa physionomie prolétarienne, les méthodes tactiques et stratégiques de Lénine perdirent leur valeur. Son succès est dû non à son avant-garde, mais au mouvement des Soviets q ui n'avait pas le moins du monde été inclus dans ses plans révolutionnaires. Et quand Lénine, après que la révolution victorieuse eut été faite par les soviets, se dispensa de ce mouvement, tout ce qui avait été prolétarien dans la révolution, on s'en dispensa du même coup. Le caractère bourgeois de la révolution se montra de nouveau activement et trouva en fin de compte son accomplissement "naturel" dans le stalinisme.

"Lénine, a dit Ruhle, pensait selon des normes rigides, mécaniques, en dépit de tout son souci de la dialectique marxienne. Il n'y avait qu'un parti pour lui, le sien; qu'une révolution : la révolution russe; qu'une méthode: la méthode bolchevique." L'application monotone d'une formule une fois découverte s'enfermait dans un cercle égocentrique qui ne troublait ni le moment et les circonstances, ni les degrés de développement, ni les niveaux culturels, ni les idées, ni les hommes. Avec Lénine s'éclaire d'une lumière vive la règle de l'ère machiniste dans la politique; c'était le "technicien", "l'inventeur" de la révolution. Toutes les caractéristiques fondamentales du fascisme étaient dans sa doctrine, sa stratégie, sa "planification sociale", et son art de traiter les hommes. Il n'a jamais appris à connaître les conditions fondamentales de la libération des ouvriers, il ne s'est jamais soucié de la fausse conscience des masses et de leur auto-aliénation humaine. Tout le problème pour lui n'était rien de plus ou de moins qu'un problème de pouvoir.

Le bolchevisme, en tant que représentant une politique militante de pouvoir, ne diffère pas des formes bourgeoises traditionnelles de domination. Le gouvernement sert d'exemple essentiel d'organisation. Le bolchevisme est une dictature, une doctrine nationaliste, un système autoritaire avec une structure sociale capitaliste. La planification a trait à des questions techniques organisationnelles, non à des questions socio-économiques. Il n'est révolutionnaire qu'à l'intérieur de la charpente du développement capitaliste, établissant non le socialisme, mais le capitalisme d'État. Il représente l'étape actuelle du capitalisme, et non pas un premier pas vers une société nouvelle.

VI - Les soviets russes et les conseils d'ouvriers et de soldats allemands représentaient l'élément prolétarien dans les deux révolutions russe et allemande. Dans les deux pays les mouvements furent tô réprimés par des moyens militaires et judiciaires. Ce qui restait des soviets russes après la solide fortification de la dictature du parti bolchevik, ce fut simplement la version russe du front du travail ultérieur nazi. Le mouvement de conseils allemands légalisé se change en appendice des syndicats et bientôt en instrument de gouvernement capitaliste. Même les conseils formés spontanément en 1918 étaient en majorité bien loin d'être révolutionnaires. Leur forme d'organisation, basée sur des besoins de classe et non sur les intérêts spéciaux différents résultant de la division capitaliste du travail, étaient tout ce qu'il y avait en eux de radical. Mais quelles que soient leurs défaillances, il faut dire qu'il n'y avait pas autre chose sur quoi baser les espoirs révolutionnaires. Quoiqu'ils se soient fréquemment tournés contre la Gauche, on espérait toutefois que les besoins objectifs de ce mouvement le mettraient inévitablement en conflit avec les pouvoirs traditionnels. Cette forme d'organisation devait être préservée dans son caractère original et développée pour préparer les luttes à venir.

Se plaçant sur le terrain de la continuation de la révolution allemande, l' "ultra-gauche" fut engagée dans un combat à mort contre les syndicats et contre les partis parlementaires existants, en un mot contre toutes les formes d'opportunisme et de compromis. Se plaçant sur le terrain de la coexistence probable côte à côte avec les puissances capitalistes, les bolcheviks russes ne pouvaient pas envisager une politique sans compromis. Les arguments de Lénine pour la défense de la position bolchevique relativement aux syndicats, au parlementarisme et à l'opportunisme en général érigeaient les besoins particuliers du bolchevisme en faux principes révolutionnaires. Cependant, cela ne faisait pas voir le caractère illogique des arguments bolcheviques, car aussi illogiques que fussent ces arguments d'un point de vue révolutionnaire, ils découlaient logiquement du rôle particulier des bolcheviks dans les limites de l'émancipation capitaliste russe et de la politique bolchevique internationale qui soutenait les intérêts nationaux de la Russie.

Que les principes de Lénine fussent faux d'un point de vue prolétarien , à la fois en Russie et en Europe occidentale, Otto Ruhle le démontra dans diverses brochures et nombreux articles parus dans la presse de l'Union Générale du Travail, et dans la revue de gauche de Franz Pfempfert, "Die Aktion". Il expliqua la fourberie opportune impliquée dans l'apparence logique donnée à ces principes, fourberie qui consistait à donner comme exemple une expérience spéciale, à une période donnée, dans des circonstances particulières, pour en tirer des conclusions à appliquer immédiatement et en général. Parce que les syndicats avaient eu une certaine valeur à un moment donné, parce qu'à un moment donné le parlement avait servi aux besoins de la propagande révolutionnaire, parce que, occasionnellement, l'opportunisme avait eu pour résultat certains bénéfices pour les ouvriers, ils restaient pour Lénine les moyens les plus importants de la politique prolétarienne en tout temps et en toutes circonstances. Et comme si tout cela ne devait pas convaincre l'adversaire, Lénine arrivait à mettre en évidence que, soit que ces vues politiques et ces organisations soient les bonnes ou non, toutefois c'était un fait que les ouvriers y adhéraient et que les révolutionnaires doivent toujours être où sont les masses.

Cette stratégie découlait de la façon capitaliste de Lénine d'aborder la politique. Il ne parut jamais lui venir à l'esprit que les masses étaient également dans les usines et que les organisations révolutionnaires d'usine ne pouvaient pas perdre contact avec les masses, même si elles essayaient. Il ne semblait jamais lui venir à l'esprit qu'avec la même logique qui servait à maintenir les révolutionnaires dans les organisations réactionnaires, il pouvait réclamer leur présence à l'église, dans les organisations fascistes, et partout où pouvaient se trouver les masses. Cette dernière attitude, il l'aurait certainement envisagée si le besoin était apparu de s'unifier avec les forces de la réaction comme cela arriva plus tard, sous le régime staliniste.

Il paraissait clair à Lénine que les organisations de conseils étaient les moins adaptées aux buts du bolchevisme. Non seulement il n'y avait qu'une petite place dans ces organisations d'usine pour les révolutionnaires professionnels, mais de plus, l'expérience russe avait montré combien il était difficile de "mener" un mouvement de soviets. En tout cas, les bolcheviks n'avaient pas l'intention d'attendre l'occasion favorable à une intervention révolutionnaire dans le processus politique, ils étaient activement engagés dans la politique quotidienne et intéressés aux résultats immédiats en leur faveur. Pour influencer le mouvement ouvrier occidental avec l'intention finalement d'en prendre la direction, il était de loin plus facile pour eux d'y entrer et de s'entendre avec les organisations existantes. Dans les luttes de rivalité engagées entre ces organisations et dans leur sein, ils voyaient une chance de gagner rapidement un point d'appui. Bâtir des organisations entièrement nouvelles, s'opposer à toutes celles qui existaient, c'aurait été une tentative qui ne pouvait avoir que des résultats tardifs - si elle en avait eus. Au pouvoir en Russie, les bolcheviks ne pouvaient plus se permettre une politique à perspective longue; pour maintenir leur pouvoir, ils devaient suivre toutes les avenues politiques, pas seulement les avenues révolutionnaires. Il faut bien dire cependant que, en dehors de la nécessité où ils étaient d'agir ainsi, les bolcheviks étaient plus que volontaires pour prendre part aux nombreux jeux politiques qui accompagnent le processus d'exploitation capitaliste. Pour être capables d'y prendre part, ils avaient besoin des syndicats, des parlements, des partis et aussi des soutiens capitalistes qui faisaient de l'opportunisme à la fois une nécessité et un plaisir.

Il n'est plus nécessaire de mettre en évidence les nombreux "méfaits" du bolchevisme en Allemagne et dans le monde en général. Dans la théorie et dans la pratique le régime staliniste s'affirma lui-même une puissance capitaliste et impérialiste, s'opposant non seulement à la révolution prolétarienne, mais même aux réformes fascistes du capitalisme. Et il favorise en réalité le

maintien de la démocratie bourgeoise pour utiliser plus pleinement sa propre structure fasciste. De même que l'Allemagne avait très peu d'intérêt à étendre le fascisme au-delà de ses frontières et de celles de ses alliés puisqu'elle n'avait pas l'intention de renforcer ses rivaux impérialistes, de même la Russie d'intéresse à sauvegarder la démocratie partout sauf sur son propre territoire. Son amitié avec la démocratie bourgeoise est une véritable amitié; le fascisme n'est pas un article d'exportation, car il cesse d'être un avantage dès qu'il est généralisé. En dépit du pacte Staline-Hitler, il n'y a pas de plus grands "anti-fascistes" que les bolcheviks, pour le bien de leur propre fascisme indigène. Ce n'est qu'aussi loin que s'étendra leur impérialisme, s'il s'étend, qu'ils se rendront coupables de soutenir consciemment la tendance fasciste générale.

Cette tendance fasciste générale n'a pas sa souche dans le bolchevisme mais le comprend en elle. Elle a sa souche dans les lois particulières de développement de l'économie capitaliste. Si la Russie devient en fin de compte un membre "décent" de la famille capitaliste des nations, les "indécences de sa jeunesse fasciste seront à tort prises de certains côtés pour un passé révolutionnaire. L'opposition contre le stalinisme, toutefois, à moins qu'elle ne comporte l'opposition au léninisme et au bolchevisme de 1917, n'est pas une opposition, mais tout au plus une querelle entre rivaux politiques aussi longtemps que le mythe du bolchevisme est encore défendu en opposition à la réalité staliniste. L'oeuvre de Ruhle, pour montrer que le stalinisme d'aujourd'hui est simplement le léninisme d'hier, garde encore une valeur d'actualité, d'autant plus qu'il peut y avoir des tentatives de reprendre le passé bolchevique dans les soulèvements sociaux de l'avenir.

L'histoire entière du bolchevisme pouvait être prévue par Ruhle et le mouvement "ultra-gauche" à cause de leur reconnaissance précoce du contenu réel du vieux mouvement social-démocrate. Après 1920, toutes les activités du bolchevisme ne pouvaient que nuire aux ouvriers du monde. Aucune action commune avec ces différentes organisations n'était plus possible et aucune ne fut tentée.

VII - En commun avec les groupes "ultra-gauches" de Dresde, Francfort-sur-Mein et d'autres endroits, Otto Ruhle fit un pas au-delà de l'anti-bolchevisme du Parti Ouvrier Communiste et de ses adhérents de l'Union Ouvrière du Travail. Il pensait que l'histoire des partis sociaux démocrates et les pratiques du parti bolchevik prouvaient suffisamment qu'il était sans effet d'essayer de remplacer les partis réactionnaires par des partis révolutionnaires, pour cette raison que la forme de l'organisation en parti en elle-même était devenue inutile et même dangereuse. Dès 1920, il proclame que "la révolution n'est pas une affaire de parti", mais exige la destruction de tous les partis en faveur d'un mouvement de conseils. Travaillant surtout dans l'Union Ouvrière Générale, il fit de l'agitation contre l'exigence d'un parti politique spécial, jusqu'à ce que cette organisation se scindât en deux. Une section (Allgemeine Arbeiter Union Einheits organization) partageait les vues de Ruhle, l'autre subsista comme "organisation économique" du Parti Communiste. L'organisation représentée par Ruhle pencha vers le syndicalisme et les mouvements anarchistes, sans renoncer cependant à sa Weltauschaung marxienne. L'autre se considérait comme l'héritière de tout ce qu'il y avait eu de révolutionnaire dans le mouvement marxiste du passé. Elle essaya de mettre sur pied une Quatrième Internationale, mais ne réussit qu'à réaliser une coopération plus étroite avec des groupes similaires d'un petit nombre de pays européens.

Selon l'opinion de Ruhle, une révolution prolétarienne n'était possible qu'avec la participation consciente et active de larges masses prolétariennes. Ceci de nouveau présupposait une forme d'organisation qui ne put pas être gouvernée d'en haut, mais fût déterminée par la volonté de ses membres. L'organisation d'usine et la structure de l'Union Générale du Travail préviendraient, pensait-il, un divorce entre les intérêts d'organisation et les intérêts de classe; cela préviendrait la naissance d'une puissante bureaucratie servie par l'organisation au lieu de la servir. Cela préparait, en fin de compte, les ouvriers à s'emparer des industries et à les gérer en accord avec leurs propres besoins et ainsi préviendrait-on l'érection d'un nouvel état d'exploitation.

Le Parti Ouvrier Communiste se rallia à ses idées générales et ses organisations d'usine étaient de celles qui étaient d'accord avec Ruhle. Mais le parti maintenait que, à ce niveau de développement, l'organisation d'usine à elle seule ne pouvait garantir une politique révolutionnaire clairement délimitée. Toutes espèces de gens voudraient entrer dans ces organisations; il n'y aurait aucune méthode de sélection convenable, et des ouvriers sans culture politique détermineraient le caractère des organisations qui ainsi ne seraient pas capables de se mettre au niveau des exigences révolutionnaires du jour. Ce point fut démontré par le caractère relativement arriéré du mouvement des Conseils de 1918. Le Parti Ouvrier Communiste soutenait que les révolutionnaires formés au marxisme et à la conscience de classe, quoique appartenant à des organisations d'usine, devraient en même temps être réunis dans un parti à part pour sauvegarder et développer la théorie révolutionnaire et, pour ainsi dire, surveiller les organisations d'usine pour les empêcher de sortir du droit chemin.

Le Parti Ouvrier Communiste vit dans la position de Ruhle une espèce de déception cherchant refuge dans une nouvelle forme d'utopisme. Il soutint que Ruhle généralisait simplement l'expérience des vieux partis et il insista sur le fait que le caractère révolutionnaire de l'organisation du Parti Ouvrier Communiste était le résultat de sa propre forme de Parti. Il rejetait les principes centralistes de Lénine, mais il insistait pour garder le parti restreint afin qu'il soit affranchi de tout opportunisme. Il y avait d'autres arguments pour soutenir l'idée d'un parti. Certains se référaient à des problèmes internationaux, d'autres se rapportaient à des questions d'illégalité, mais tous les arguments ne réussirent pas à convaincre Ruhle et ses partisans. Ils voyaient dans le parti la perpétuation du principe des chefs et des masses, la contradiction entre le parti et la classe, et craignaient une reproduction du bolchevisme dans la Gauche allemande.

Aucun des deux groupes ne put vérifier sa théorie. L'histoire les dépassa tous les deux, ils argumentaient dans le vide. Ni le Parti Ouvrier Communiste, ni les deux Unions Ouvrières Générales ne dépassèrent leur situation de sectes "ultra-gauches". Leurs problèmes intérieurs devinrent tout-à-fait artificiels, car il n'y avait pas en fait de différence entre le Parti Ouvrier Communiste et l'Union Ouvrière Générale. Malgré leurs théories, les partisans de Ruhle n'exercèrent pas non plus leurs fonctions dans les usines. Les deux unions s'abandonnèrent aux mêmes activités. A partir de là toutes leurs divergences théoriques n'eurent aucun sens pratique.

Ces organisations-débris des tentatives prolétariennes de jouer un rôle dans les soulèvements de 1918- essayèrent d'appliquer leurs expériences au sein d'un développement qui s'orientait de façon conséquente dans le sens opposé à celui où ces expériences avaient pris naissance réellement. Le Parti

Communiste seul par la vertu de sa direction russe, put grandir au sein de cette tendance vers le fascisme. Mais, parce qu'il représentait le fascisme russe, non le fascisme allemand, lui aussi dut succomber devant le mouvement nazi naissant, qui, ayant reconnu et accepté les tendances capitalistes dominantes, hérita finalement du vieux mouvement ouvrier allemand dans sa totalité.

Après 1923, le mouvement "ultra-gauche" allemand cessa d'être un facteur politique sérieux dans le mouvement ouvrier allemand. Sa dernière tentative pour forcer le cours du développement dans sa direction fut dissipée dans la brève phase d'activité de mars 1921 sous la conduite populaire de Max Hoelz. Ses militants les plus actifs contraints à l'illégalité, introduisirent des méthodes de conspiration et d'expropriation dans le mouvement, hâtant par là sa désintégration. Bien qu'organisationnellement les groupes "ultra-gauches" aient continué à exister jusqu'au début de la dictature hitlérienne, leur activité fut réduite à celle de clubs de discussion essayant de comprendre leurs propres échecs et ceux de la Révolution allemande.

VIII - Le déclin du mouvement "ultra-gauche", les changements en Russie et dans la composition des partis bolcheviks, la montée du fascisme en Italie et en Allemagne rétablissent les rapports d'autrefois entre l'économie et la politique qui avaient été troublés pendant et un peu après la première guerre mondiale. Dans le monde entier, le capitalisme était suffisamment stabilisé pour déterminer l'orientation politique générale. Le fascisme et le bolchevisme, produits des conditions de crise, furent - comme la crise elle-même - également les moyens d'une nouvelle prospérité, d'une nouvelle expansion du capital et de la reprise des luttes impérialistes de concurrence. Mais tout comme n'importe quelle grande crise paraît être la crise finale à ceux qui souffrent le plus, de même des transformations politiques qui l'accompagnèrent apparurent comme des expressions du fiasco du capitalisme. Mais, l'immense intervalle entre l'apparence et la réalité transforme tôt ou tard un optimisme exagéré en un pessimisme exagéré au sujet des possibilités révolutionnaires. Alors, deux voies restent ainsi ouvertes pour le révolutionnaire : il peut capituler devant les processus politiques prédominants, ou il peut se retirer dans une vie contemplative et attendre le retournement des évènements.

Jusqu'à l'écroulement final du mouvement ouvrier allemand, la retraite des "ultra-gauches" parut être un retour au travail théorique. Les organisations existaient sous forme de publications habdomadaires et mensuelles, brochures et livres. Les publications protégeaient les organisations, les organisations protégeaient les publications. Tandis que les organisations de masses servaient de petites minorités capitalistes, la masse des ouvriers était représentée par quelques individus. Les contradictions entre les théories des "ultra-gauches" et la situation existante devinrent insupportables. Plus on pensait en termes de collectivité, plus isolé on devenait. Le capitalisme, sous sa forme fasciste, paraissait le seul collectivisme réel; l'anti-fascisme, comme un retour à un individualisme bourgeois primitif. La médiocrité de l'homme dans le capitalisme, et par conséquent du révolutionnaire placé dans les conditions du capitalisme, devint douloureusement évidente dans les petites organisations stagnantes. De plus en plus de gens, partant de la prémice que les "conditions objectives" de la révolution étaient mûres, expliquaient l'absence de révolution au moyen de "facteurs subjectifs" tel que le manque de conscience de classe et le manque de compréhension et de caractère de la part des ouvriers. Ces carences elles-mêmes, cependant, devaient à leur tour s'expliquer par des "conditions objectives", car les défaillances du prolétariat étaient sans aucun doute la conséquence de sa position spéciale au sein des rapports sociaux du capita-

lisme . La nécessité de restreindre l'activité au travail d'éducation devint une vertu : développer la conscience de classe des ouvriers fut considéré comme la plus essentielle de toutes les tâches révolutionnaires. Mais la vieille croyance social-démocrate que "savoir c'est pouvoir" n'était plus convaincante, car il n'y a pas de connexion directe entre le savoir et son application.

L'échec du capitalisme du "laissez-faire"et la direction centraliste croissante de masses toujours plus larges à travers la production capitaliste et la guerre accrurent l'intérêt intellectuel pour les domaines de la psychologie et de la sociologie négligés auparavant. Ces branches de la "science" bourgeoise servirent à expliquer le désarroi de cette partie de la bourgeoisie exclue du jeu par des rivaux plus puissants et de cette partie de la petite bourgeoisie réduite au niveau d'existence prolétarien pendant la dépression. A ses premières étapes, le processus capitaliste d e concentration de la richesse et du pouvoir s'était accompagné de la croissance absolue des couches bourgeoises de la société. Après la guerre, la situation changea, la dépression européenne frappa à la fois la bourgeoisie et le prolét ariat et détruisit de façon générale la confiance dans le système et les indiv idus eux-mêmes. La psychologie et la sociologie, cependant, furent non seuleme nt l'expression du désarroi et de l'insécurité de la bourgeoisie, mais elles servirent en même temps le besoin d' une détermination plus directe qu'il n'a été nécessaire dans les conditions d' une centralisation moindre. Ceux qui avaient perdu le pouvoir dans les luttes politiques qui accompagnèrent la concentration du capital aussi bien que ceux qui gagnèrent le pouvoir proposèrent une explication psychologique et sociologique de leurs échecs ou de leurs succès complets. Ce qui était pour l'un le "viol des masses" était pour l'autre une vue nouvellement acquise - qu'il fallait systématiquement incorporer à la science de l'exploitation et du gouvernement - au sujet de la nature intime des proc essus sociaux.

Dans la division capitaliste du travail, le maintien et l'extension des idéologies dominantes est la besogne des couches intellectuelles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Cette d ivision du travail est naturellement déterminée plus par les conditions de c lasse existantes que par les besoins de production de la société complexe. Ce que nous savons, nous le savons au moyen d'une production capitaliste de connaissance. Mais comme il n'y en a pas d'autre, la façon prolétarienne d'aborder tout ce qui est produit par la science et la pseudo-science bourgeoise, doit toujours être critique. Faire servir cette connaissance à d'autres but que les buts capitalistes revient à la nettoyer de tous ses éléments composants en rapport avec la structure de classe capitaliste. Il serait aussi faux qu'il serait impossible de rejeter en gros tout ce qui est produit par la science bourgeoise. Cependant on ne peut l'aborder qu'avec scepticisme. La critique prolétarienne - compte tenu de nouveau de la division capitaliste du travail - est tout-à-fait limitée. Elle n'a de réelle importance que sur les points où la science bourgeoise traite des rapports sociaux. Sur ce point, ses théories peuvent être vérifiées dans leur validité et leur signification pour les différentes classes et pour la société dans son ensemble. C'est là qu'apparaît, alors, avec la vogue de la psychologie et de la sociologie, le besoin d'examiner les nouvelles découvertes dans ces domaines du point de vue critique des classes opprimées.

Il était inévitable que la vogue d e la psychologie pénètre dans le mouvement ouvrier. Mais la ruine complète de ce mouvement se révéla une fois de plus dans ses tentatives d'utiliser les nouv elles théories de la psychologie et de la sociologie bourgeoise pour un exame n critique de ses propres théories au lieu d'utiliser la théorie marxiste pour critiquer la nouvelle pseudo-science bourgeoise. Derrière cette attitude se cachait une méfiance croissante à l'égard du marxisme dûe aux échecs des révolutions allemande et russe. Derrière ce fait

aussi, il y avait l'incapacité de dépasser Marx dans un sens marxiste; incapacité clairement mise en lumière par le fait que tout ce qui paraissait nouveau dans la sociologie bourgeoise était emprunté à Marx en premier lieu. Malheureusement, de notre point de vue, Otto Ruhle fut un des premiers à revêtir les idées les plus populaires de Marx du nouveau langage de la psychologie et de la sociologie bourgeoise. Dans ses mains, la conception matérialiste de l'histoire devint alors de la "sociologie" pour autant qu'elle se rapportait à la société; pour autant qu'elle se rapportait à l'individu, c'était de la "psychologie". Les principes de cette théorie devaient servir à la fois l'analyse de la société et l'analyse des complexités psychologiques des individus de la société. Dans sa biographie de Marx, Ruhle applique sa nouvelle conception psycho-sociologique du marxisme qui ne pouvait aider qu'à soutenir la tendance à incorporer un marxisme émasculé dans l'idéologie capitaliste. Cette sorte de "matérialisme historique" qui cherchait les raisons des "complexes d'infériorité et de supériorité" dans les domaines sans fin de la biologie, de l'anthropologie, de la sociologie, de l'économie et ainsi de suite afin de découvrir une espère "d'équilibre des forces des complexes au moyen des compensations" qui pût être considéré comme l'adaptation correcte entre l'individu et la société, - cette sorte de marxisme n'était capable de servir à aucun des besoins pratiques des ouvriers, et ne pouvait pas non plus aider à leur éducation. Cette partie de l'activité de Ruhle, qu'on l'apprécie négativement ou positivement, avait peu de chose à faire, si elle avait quelque chose à faire, avec les problèmes qui assaillent le prolétariat allemand. Il n'est pas de ce fait nécessaire de traiter ici de l'oeuvre psychologique de Ruhle. Nous en faisons mention, néanmoins, pour la raison double qu'elle peut servir d'exemple supplémentaire du désespoir général du révolutionnaire dans la période de contre-révolution et que c'est une manifestation de plus de la sincérité de ce révolutionnaire, Ruhle, dans les conditions mêmes du désespoir. Car, dans cette phase de son activité littéraire, comme dans toute autre touchant des questions pédagogico-psychologiques, historico-culturelles ou économico-politiques, il s'élève aussi contre les conditions inhumaines du capitalisme, contre des formes nouvelles possibles d'esclavage physique et mental, pour une société qui convienne à une humanité libre.

IX - Le triomphe du fascisme allemand termina la longue période de découragement révolutionnaire, de désillusion, de désespoir. Tout redevient alors très clair; l'avenir immédiat se profile dans toute sa brutalité. Le mouvement ouvrier prouve pour la dernière fois que la critique que les révolutionnaires avaient dirigée contre lui était plus que justifiée. Le combat des "ultra-gauches" contre le mouvement ouvrier officiel montra qu'il avait été la seule lutte conséquente contre le capitalisme qui ait été engagée aussi loin.

Le triomphe du fascisme allemand, qui n'était pas un phénomène isolé mais était en étroite liaison avec le développement antérieur de la totalité du monde capitaliste, ne causa pas l'engagement d'un nouveau conflit mondial des puissances impérialistes mais n'en fut qu'un simple auxiliaire. Les jours de 1914 étaient revenus. Mais pas pour l'Allemagne. Les chefs ouvriers allemands étaient privés de "l'émouvante épreuve" de se déclarer une fois de plus les enfants les plus authentiques de la patrie. Organiser la guerre signifiait instituer le totalitarisme et revenait à éliminer beaucoup d'intérêts particuliers. Dans les conditions de la République de Weimar et à l'intérieur de la charpente de l'impérialisme mondial, cela n'était possible que par la voie des luttes intérieures. La "résistance" du mouvement ouvrier allemand au fascisme, qui n'était pas de plein coeur en premier lieu, ne doit pas toutefois être prise pour une résistance à la guerre. Dans le cas de la social-démocratie et des syndicats, il n'y avait pas de résistance mais simplement une abdication accompagnée

de protestations verbales pour sauver la face. Et même cela ne vint que dans le sillage du refus d'Hitler d'incorporer ces in stitutions dans leur forme traditionnelle et avec leurs chefs "expérimentés", dans l'ordre de choses fasciste. La "résistance" de la part du parti communiste ne fut pas non plus une résistance à la guerre et au fascisme comme tels, mais seulement dans la mesure où ils étaient dirigés contre la Russie. Si les organisations ouvrières en Allemagne furent empêchées de prendre parti pour leur bourgeoisie, dans toutes les autres nations elles le firent sans discussion et sans lutte.

Une seconde fois dans sa vie, l'exilé Otto Ruhle eut à décider quel parti prendre dans le nouveau conflit mondial. Cette fois, cela paraissait dans une certaine mesure plus difficile parce que le totalitarisme cohérent d'Hitler se proposait de prévenir une répétition des journées d'hésitation du libéralisme pendant la dernière guerre mondiale. Cette situation permit à la seconde guerre mondiale de se déguiser en une lutte entre la démocratie et le fascisme et procura aux socialistes chauvins de meilleures excuses. Les chefs ouvriers exilés purent signaler les différences politiques entre ces deux formes de système capitaliste quoiqu'ils fussent incapables de nier la nature capitaliste de leur nouvelle patrie . La théorie du moindre mal servit à rendre plausible la raison pour laquelle on devait défendre de s démocraties contre l'expansion plus large du fascisme. Ruhle, cependant, maintint son opposition de 1914. Pour lui, "l'ennemi était encore chez soi", dans les démocraties comme dans les Etats fascistes; le prolétariat ne pouvait, ou plutôt ne devait prendre parti pour aucun d'eux, mais s'opposer aux deux avec une ardeur égale. Ruhle fit ressortir que tous les arguments politiques, idéologiques, raciaux et psychologiques proposés pour la défense d'une position favorable à la guerre ne pouvaient pas cacher réellement les motifs capitalistes de la guerre : la lutte pour des profits entre les rivaux capitalistes. Dans des lettres et dans des articles, il rappela toutes les conséquences impliquées dans les lois du développement capitaliste, telles qu'elles ont été établies par Marx, pour combattre le non-sens de l'"anti-fascisme" populaire qui ne pouvait que hâter le processus de "fascisation" du capitalisme mondial.

Pour Ruhle, fascisme et capitalisme d'Etat n'étaient pas des inventions de politiciens corrompus, mais la conséquence du processus capitaliste de la concentration et de la centralisation par lesquelles se manifeste l'accumulation du capital. Le rapport de classe dans la production capitaliste est assailli par maintes contradictions insolubles. Ruhle vit que la principale contradiction réside dans le fait que l'accumulation capitaliste signifie aussi une tendance à la baisse du taux du profit. Cette tendance ne peut être combattue que par une accumulation plus rapide du capital - qui implique une augmentation de l'exploitation. Mais en dépit du fait que l'exploitation augmente en rapport avec le taux d'accumulation nécessaire pour éviter les crises et les dépressions, les profits continuent à présenter une tendance à la baisse. Pendant les dépressions, le Capital se réorganise pour permettre une nouvelle période d'expansion du Capital. Si nationalement la crise implique la destruction du capital le plus faible et la concentration du capital par les moyens ordinaires des affaires, internationalement, cette réorganisation exige finalement la guerre. Cela signifie la destruction des nations capitalistes les plus faibles en faveur des impérialismes victorieux pour opérer une nouvelle expansion du capital et sa concentration et sa centralisation plus poussées. Chaque crise capitaliste - à ce niveau de l'accumulation du capital - englobe le monde; de la même façon chaque guerre est immédiatement d'une envergure mondiale. Ce ne sont pas des nations particulières mais la totalité du mouvement capitaliste qui est responsable de la guerre et de la crise. C'est lui, comme l'a vu Ruhle, qui est l'ennemi, et il est partout.

Assurément, Ruhle ne doutait pas que le totalitarisme était pire pour les ouvriers que la démocratie bourgeoise. Il avait lutté contre letotalitarisme russe depuis son commencement. Il luttait contre le fascisme allemand, mais il ne pouvait pas lutter au nom de la démocratie bourgeoise, parce qu'il savait que les lois particulières de développement de la production capitaliste transformeraient tôt ou tard la démocratie bourgeoise en fascisme et en capitalisme d'Etat . Combattre le totalitarisme revenait à s'opposer au capitalisme sous toutes ses formes. "Le Capitalisme privé", a-t-il écrit, "et avec lui la démocratie qui est en train d'essayer de le sauver, sont désuets et suivent le chemin de toutes les choses mortelles. Le Capitalisme d'Etat et avec lui le fascisme qui lui prépare les voies sont en train de grandir et de s'emparer du pouvoir. Le vieux a disparu pour toujours et aucun exorcisme n'agit contre le nouveau. Quelle que soit l'âpreté des tentatives que nous puissions faire pour ressusciter la démocratie, tous les efforts seront sans effet. Tous les espoirs d'une victoire de la démocratie sur le fascisme sont les illusions les plus grossières, toute croyance dans le retour de la démocratie comme forme de gouvernement capitaliste n'a que la valeur d'une trahison adroite et d'une lâche auto-duperie. C'est le malheur du prolétariat que ses organisations périmées basées sur une tactique opportuniste le mettent hors d'état de se défendre contre l'assaut du fascisme. Il a ainsi perdu sa propre position politique dans le corps politique au moment présent. Il a cessé d'être un facteur qui fait l'histoire à l'époque présente. Il a été balayé sur le tas de fumier de l'histoire et pourrira dans le camp de la démocratie aussi bien que dans celui du fascisme, car la démocratie d'aujourd'hui sera le fascisme de demain".

Quoique Ruhle fit face à la deuxième guerre mondiale de façon aussi intransigeante qu'il avait fait face à la première, son attitude à l'égard du mouvement ouvrier fut différente de celle de 1914. Cette fois, il ne pouvait s'empêcher d'être certain qu'aucune espérance ne pouvait naître des misérables débris du vieux mouvement ouvrier dans les nations démocratiques encore pour le soulèvement final du prolétariat et sa délivrance historique. Encore moins l'espérance pouvait-elle naître des fragments minables de ces traditions de parti qui s'étaient dispersés et éparpillés dans l' émigration mondiale, ni des notions stéréotypées des révolutions passées, indépendamment du fait que l'on croit aux bienfaits de la violence ou bien à une transition pacifique. Il ne regardait pas cependant sans espoir vers l'avenir. Il était sûr que de nouvelles forces et de nouvelles impulsions animeraient les masses et les contraindraient à faire leur propre histoire.

Les raisons de cette confiance étaient les mêmes que celles qui convainquaient Ruhle du caractère inévitable du développement capitalisme vers le fascisme et le capitalisme d'Etat. Elles se basaient sur les contradictions insolubles inhérentes au système capitaliste de production. Tout comme la réorganisation du capital pendant la crise est en même temps la préparation des crises plus profondes, de même la guerre ne peut eng endrer que des guerres plus larges et plus dévastatrices. L'anarchie capitaliste ne peut devenir que plus chaotique, sans égard à toutes les tentatives de ses défenseurs pour mettre de l'ordre dans son sein. Des parties toujours plus grandes du monde capitaliste seront détruites de sorte que les groupes capitalistes les plus forts continuent l'accumulation. La misère des masses mondiales ira en augmentant jusqu'à ce que soit atteint un point de rupture et alors des soulèvements sociaux détruiront le système meurtrier de la production capitaliste.

Ruhle était aussi peu capable que tout autre à ce moment-là de déterminer par quels moyens spécifiques le fascisme serait vaincu. Mais il était certain que les mécanismes et la dynamique de la révolution subiraient des changements fondamentaux. Dans l'auto-expropriation et la prolétarisation de la bour-

geoisie par la seconde guerre mondiale, dans le dépassement du nationalisme par la destruction des petits Etats, dans la politique mondiale capitaliste d'Etat basée sur les Fédérations d'Etats, il ne voyait pas seulement le côté immédiatement négatif, mais aussi il voyait les aspects positifs : la fourniture de nouveaux points de départ pour l'action anti-capitaliste. Jusqu'au jour de sa mort, il fut certain que la conception de classe était destinée à s'étendre jusqu'à ce qu'elle alimente un intérêt majoritaire en faveur du socialisme. Il regardait la lutte de classe comme devant se transformer de catégorie idéologie abstraite en une catégorie économique-pratique positive. Et il envisageait l'érection des conseils d'usine dans le développement de la démocratie ouvrière comme une réaction à la terreur bureaucratique. Pour lui, le mouvement ouvrier n'était pas mort, mais était à naître dans les luttes sociales de l'avenir.

Si Ruhle, finalement, n'avait rien de plus à offrir que "l'espoir" que l'avenir résoudrait les problèmes que le vieux mouvement ouvrier n'avait pas réussi à résoudre, cet espoir ne sortait pas de la foi, mais de la connaissance, connaissance qui consistait à reconnaître les tendances sociales réelles. Cet espoir ne contient pas un guide touchant la façon d'accomplir la transformation sociale nécessaire. Il exigeait, toutefois, la rupture avec les activités sans effet et les organisations sans espoir. Il exigeait la reconnaissance des raisons qui ont conduit à la désintégration du vieux mouvement ouvrier et la recherche des éléments qui marquent les limites des systèmes totalitaires dominants. Il exigeait une distinction affinée entre l'idéologie et la réalité, afin de découvrir dans cette dernière les facteurs qui échappent à la direction des organisations totalitaires.

Ce qu'il faut, beaucoup ou peu - pour transformer la société - se découvre toujours exclusivement d'après cet indice de fait. Mais le plateau de balance de la société est délicat, et particulièrement sensible actuellement. Les plus puissantes contraintes sur les hommes sont véritablement faibles quand on les compare aux formidables contradictions qui déchirent le monde d'aujourd'hui. Otto Ruhle avait raison d'indiquer que les activités qui feraient pencher le plateau de la balance sociale en faveur du socialisme ne seraient pas découvertes au moyen de méthodes liées aux activités antérieures et aux organisations traditionnelles. Elles doivent être découvertes au sein des rapports sociaux changeants qui sont encore déterminés par la contradiction entre les rapports capitalistes de production et la direction dans laquelle les forces productives de la société sont en mouvement. Découvrir ces rapports, c'est-à-dire reconnaître la révolution qui vient dans les réalités d'aujourd'hui, sera la tâche de ceux qui continuent à avancer dans l'esprit d'Otto Ruhle.

Paul MATTICK.

Tiré de "Communisme" n° 10 - Juin 1946.
extrait de la revue "Essays for Students of Socialisme" n° de mai 1945 - publiée par le "Workers'Literature Bureau" de Melbourne.

ANALYSE DE LA BROCHURE DE SEBASTIAN FRANCK

Soziologie der Freiheit. Otto RUHLE Auffasaung von

Sozialismus - Ein Gedenkschrift

L'ouvrage débute par la traduction en allemand d'un article nécrologique consacré à O. RUHLE, paru dans Call, organe du Parti socialiste des Etats-Unis, en 1943.

On rappelle d'abord qu'Otto RUHLE fut avec K. LIEBKNECHT le seul social-démocrate à refuser le vote des crédits militaires au Reichstag. Plus tard, en 1917, Otto Ruhle est un des fondateurs du Spartakus Bund; 1918 le trouve, en Saxe, à la pointe du mouvement révolutionnaire.

Avec d'autres membres du Spartakus Bund, il fonde la K.P.D. (parti communiste allemand), mais sa conception du rôle de la conscience et de la spontanéité , analogue à celle de Rosa LUXEMBOURG, le conduit à s'opposer à LENINE, lors du 2ème congrès du Kommintern. Exclus du parti, il voit, dans les publications officielles, son nom disparaître du voisinage de celui de Liebknecht, dans l'affaire des crédits militaires, ce dernier ne pouvant, et pour cause, protester. Otto Ruhle n'en garde pas moins une influence certaine par ses discours, ses conférences, ses livres.

Dès 1910, il avait publié "Das Proletarische Kind" puis de nombreux écrits sur l'éducation socialiste. Concuremment, il s'attelle à une interprétation plus poussée du marxisme. Il veut démontrer comment 2ème et 3ème Internationales ont trahi l'enseignement de Marx en masquant le caractère démocratique du socialisme et le rôle essentiel de l'activité des hommes. Avec sa femme, il s'est essayé à appliquer la méthode marxiste au domaine psychique de l'homme. Sa biographie de Marx en est, en partie le résultat. On peut également citer "Geschichte der Revolutionen" et "Kultur Geschichte des Proletriats"

Peu avant la prise du pouvoir par Hitler, il publie "Der Mensch auf der Flucht" où il dépeint l'écroulement de la pensée libérale, et "Wirtschaftwende-Weltwende" où il prévoit la transformation de l'Allemagne en Capitalisme d'Etat. En 1936, après être passé par Prague, il émigre au Mexique avec sa femme. Il occupe un poste au ministère de l'Education. Mais l'influence grandissante du stalinisme dans ce pays le contraint de démissionner.

Il fait partie de la commission Dewey qui juge Trotsky innocent des crimes qui lui sont imputés par les procès de Moscou. Otto Ruhle ne partage pas pour autant les idées de l'organisateur de l'Armée Rouge. Ses relations avec Trotsky sont l'occasion d' "heftiger Diskussionen". Trotsky préface pourtant l' édition abrégée du Capital qu'Otto Ruhle publie en 1939 (The Living Thought of K. Marx). Bien que très opposé à la conception monolithique du parti, Otto Ruhle subit un rude choc lors de l'assassinat de Lev Davidovitch.

Otto Ruhle étudie avec passion les problèmes du continent américain, surtout dans la dernière partie de sa vie. Il ne voit pas sans inquiétude l'entrée en guerre des Etats-Unis. Pour lui le fascisme ne peut être vaincu et détruit que par la révolution sociale. L'Amérique doit s'opposer de toutes ses forces à la Révolution et, pour vaincre le fascisme tout en évitant celle-ci, elle doit transformer la guerre en une compétition entre deux capitalismes monopolistiques. La Science Américaine, dans sa haine du marxisme, ne peut éviter d'être entraînée, sans rien comprendre ni rien pouvoir, vers le crépuscule des Dieux et la destruction finale. Sa seule politique est : hurler.

La grande force créatrice d'Otto Ruhle ne pouvait trouver dans ses écrits sur la situation mondiale une voie d'expansion suffisante. A 65 ans, il se découvre un talent de peintre. Sous le nom de Carlos Timonero, il devient assez connu au Mexique et jouit de l'estime de Diego Ribeira.

Alice Gürstel-Rühle fut sa compagne pendant vingt ans. Elle le suit volontairement dans la mort. Alice était l'incarnation même de la culture européenne. Son dernier ouvrage est la traduction en espagnol de l'opéra tchèque "die Verkauft Braut".

(Fin de l'analyse de l'article de Call)

I - L'HOMME ET L'ENSEIGNEMENT

Otto Ruhle est un des rares hommes à avoir gardé les mêmes idées de la jeunesse à la vieillesse. L'idée socialiste est partie intégrante de sa vie et non quelque moyen politique. Pour Otto Ruhle, l'enseignement marxien ne doit pas mener à une attitude figée, mais être le point de départ de développements et d'études approfondies. Cette conception lui permettait d'être à la fois agitateur, organisateur, savant et enseignant. Il avait, dans ses discours, un côté envoûtant et inoubliable. Sa ligne de conduite était de ne rien dire, écrire ou faire qui ne puisse être appuyé par la théorie marxiste, qui doit être à la base de toute Praxis. Il ne faut jamais sacrifier la théorie à la Praxis, car, en définitive, ceci revient à sacrifier la vérité.

C'est cette attitude qui permit à Otto Ruhle de se montrer bon prophète lorsqu'il affirmait que ce que les bolcheviks avaient été contraints de faire les éloignait du but socialiste. La route vers le socialisme ne présente, d'ailleurs, ni détours ni raccourcis. S'accrocher aux basques de l'histoire ne signifie aucunement être dans la bonne direction. L'action révolutionnaire, celle des Kommandos, du révolutionnarisme professionnel, de l'autoritarisme sur les masses, des intrigues etc... n'a rien à avoir avec une Praxis correctement appuyée sur la théorie, puisque celle-ci ordonne de faire mûrir la conscience dans les masses.

Fort de cette conviction, Otto Ruhle se dressait seul contre tous, refusant tout compromis, comme par exemple de rentrer dans la K.P.D. pour y faire du fractionnisme etc... Il voyait clairement que, tôt ou tard, les bolcheviks et leurs séides en viendraient à utiliser des citations de Marx et Engels, pour servir leur politique contre-révolutionnaire. "Ce que je fais, disait-il, ne peut porter de fruits dans l'immédiat. Personne ne peut éviter au monde de faire ses propres expériences et celles-ci doivent se faire par l'intermédiaire de graves évènements historiques. Ce qu'on peut faire c'est aider le monde à comprendre et à accomplir ses propres expériences".

Otto Ruhle ne devait pas être pris au dépourvu par les évènements qui se succédèrent après 1920. En 1931 il écrivait dans "Weltkrise Weltwende" que l'économie capitaliste devait adopter le capitalisme d'Etat. Le taux de concentration, le niveau des subventions, ne permettaient plus aux formes et énergies économiques de se développer dans le domaine privé.

Bien qu'expert dans le domaine économique, Otto Ruhle ne perdait jamais de vue le côté psychologique de l'homme. En 1932 dans "Der Mensch auf der Flucht" il décrivait la décomposition du libéralisme intellectuel.

Il quitte l'Allemagne, six mois avant la prise du pouvoir par Hitler. Lorsqu'il annonçait la venue de celui-ci, on lui riait au nez, aussi en conclut-il qu'il était temps de fuir pour le Mexique. L'époque d'écroulement de toutes les valeurs qui allait suivre, l'irruption de l'irrationnel, de la confusion et

de la peur , ne faisait qu'illustrer ce que la théorie avait prédit. Otto Ruhle n'en pose pas pour autant au prophète. Il s'essaya immédiatement à découvrir ce que pourrait être le monde qui suivrait cette époque malgré tout passagère. Observation et analyse lui montraient que le processus de concentration lié au fascisme et au capitalisme d'Etat conduirait à un ensemble productif mieux organisé, de plus en plus développé qui, lors d'un processus de crise et de destruction qui nécessairement menace le capitalisme, pourrait se transformer en un ensemble dirigé par les producteurs eux-mêmes, les postes de commandement étant eux-mêmes pris en main de manière démocratique. Le capitalisme d'Etat construit les conditions matérielles mêmes du socialisme.

Otto Ruhle s'était penché sur la condition de l'enfant prolétarien. Il insistait toujours sur le fait que l'analyse marxiste, si elle fournissait des enseignements sur la Praxis révolutionnaire et politique, devait également en fournir dans le domaine spirituel et moral. Il critiquait avec F. Mehring, l'attitude de Marx vis-à-vis de Bakounine et de Lasalle. Les partisans de l'autoritarisme ne voyaient dans sa biographie de Marx qu'une attaque contre eux-mêmes qui ne faisaient que suivre les erreurs de Marx et non les enseignements de son génie, et Otto Ruhle d'écrire :

"Aujourd'hui nous avons d'autres problèmes à résoudre (que ceux de Marx) et ils ne peuvent être résolus que par des hommes de valeur, libérés des névroses, qui comprennent bien les problèmes, qui ont une solide conscience et un profond sentiment collectif."

Tel fut, au fond, le principe qui a toujours guidé Otto Ruhle.

II - L'ETUDE MARXISTE DU MARXISME

La poursuite de la vie humaine ne peut se concevoir sans une aspiration immanente vers la sécurité. Les différents stades des forces productives et des formes culturelles ne peuvent être compris que comme un effort de l'espèce humaine pour protéger son existence. Tout renforcement de la sécurité exige lui-même la sécurité et par conséquent le développement ne peut avoir de fin. Capacités physiques insuffisantes, incapacités diverses de l'espèce humaine sont à la base même de la lutte pour l'existence. Si l'homme parvient à émerger de ces conditions "naturelles" de l'existence, il entre dans l'ère du développement de la culture.

Si l'existence de l'humanité est en danger, les hommes commencent à faire ce qu'ils doivent pour écarter ce danger. De nouvelles forces productives, de nouvelles formes sociales, de nouvelles formes de pensée se font jour. "C'est le mauvais côté (des choses) qui produit le mouvement, qui fait l'histoire en constituant la lutte"(Marx. Misère de la Philosophie). Dans ce combat la pensée est une arme; elle conduit à concevoir un changement du monde. L'homme cesse d'être un objet de la nature. "Un des moments cruciaux du développement historique du passé a été la consolidation de nos propres produits en une force objective agissant contre nous, une force qui échappe à notre contrôle, déçoit notre attente et réduit à zéro tous nos calculs". L'histoire a donc placé l'homme devant la nécessité de dominer le devenir social; mais aspirer à la liberté, se libérer de la déification, nécessite une connaissance des "lois naturelles" de la société humaine. Le marxisme est un pas indispensable dans cette direction.

La société n'est pas unitaire. Elle comprend des classes et l'existence même de ces classes démontre qu'il n'y a pas d'ordre rationnel dans la société. Tout acte pour régler cette société n'est qu'un acte pseudo-réaliste

qui ne sert que les intérêts de la classe dirigeante, ne renforce pas la sécurité des autres couches sociales et ne fait que renforcer la lutte de classes qui, selon Marx, a dominé l'histoire jusqu'à présent. La disparition des contradictions de la société ne peut se faire que par la suppression des classes. Il faut un mouvement conscient pour atteindre ce but.

"L' idée d'association peut n'être que confuse, à peine développée, dans la brume des instincts et des pressentiments. Si elle se vêt d'oripeaux romantiques, sentimentaux ou mystiques, elle détruira les thèses scientifiques et finira par mener à la dissolution d'un mouvement qui aurait dû conduire au bien-être et à la sécurité" (Weltkrise-Weltwende). Le socialiste a donc comme rôle de montrer le chemin qui mène de l'utopie à la compréhension marxiste.

Otto Ruhle ne prenait pas dans l'enseignement marxien la partie, c'est-à-dire l'enseignement économique, pour le tout. L'histoire ne lui apparaissait pas comme seul produit final de l'activité humaine. Mais alors, est-ce que le marxisme pouvait encore servir d'outil dans la libération de l'homme ? Oui, si on n'y voit pas une fin en soi, mais le plus sûr moyen de comprendre, une méthode que l'on peut appliquer dans tous les domaines de l'activité humaine, cette application conduisant au développement même de la méthode. Par conséquent il fallait appliquer la méthode au marxisme lui-même.

Dans sa première phase le marxisme a eu comme effet de montrer que le prolétariat avait un rôle historique à jouer. Les masses furent alors délivrées de leur "futur sans histoire" (unhistorische Dasein) et cessèrent d'être condamnées à la lutte sporadique de forces naturelles. Le prolétariat ante-marxiste (Cf Engels : La Lutte de Classes en Angleterre, ou O.Ruhle : Kultur und Sittengeschichte, à propos du prolétariat russe) n'est capable que de révoltes de désespoir. Le marxisme et sa prévision de l'écroulement inévitable du monde bourgeois pouvaient politiser le prolétariat européen et l'entraîner. "Le prolétariat avait besoin d'un élixir de vie, du philtre que constitue une grande conviction, du fanatisme d'une énorme idée fixe". Ce fut là le rôle de Marx qui put affirmer au prolétariat "L'avenir t'appartient". Ces paroles le sortirent de sa léthargie. Le socialisme passait de but religieux et vague au stade de résultat du développement. Le fruit serait recueilli par ceux qui secoueraient l'arbre. Cet évangile n'était pas le résultat d'un naïf acte de foi, mais celui d'une logique stricte et rationnelle. Il devait imprimer au prolétariat un élan spirituel "inouï".

Le fait que l'exploitation était liée à l'appropriation de la plus value et que la théorie de l'accumulation prévoyait la disparition de l'économie capitaliste, tel fut l'essentiel pour toute une époque du mouvement socialiste (Kautsky). Otto Ruhle affirmait, lui, que le marxisme doit repousser vigoureusement tout système logique ou utopique du socialisme. Maintenant que sa première mission avait été remplie, le marxisme devait développer de nouvelles conceptions, abandonner les conceptions utopistes et rationalistes, dégager de la lutte de classes elle-même les tendances et les devoirs pratiques de l'époque. "Le marxisme vulgaire qui voyait l'essentiel du développement dans le mécanisme des choses doit céder la place à un marxisme dynamique et approfondi qui voit l'essentiel du développement dans l'activité des hommes". Comment les causes matérielles se transforment-elles en idées dans l'esprit humain ? telle est la question à poser. Le marxisme ne peut être confondu avec un déterminisme fataliste et son analyse du capitalisme a montré à la fois les ressorts économiques et le contenu humain qui s'y rattache, que l'homme soit devenu l'esclave de l'économie montrait à l'évidence que le but était de transformer l'économie en esclave de l'homme. Et, parce que la société capitaliste n'avait pu dominer ses fondements économiques, Marx prédisait sa destruction future, destruction qui pouvait plonger l'humanité dans une barbarie extrême. Il fallait

la révolution pour éviter cela, mais cette révolution avait elle-même besoin du mûrissement d'un certain nombre de forces et parmi celles-ci la plus importante, c'est-à-dire la force subjective, le développement même de la classe révolutionnaire. C'est au problème du mûrissement qu'Otto Ruhle s'était attaqué. L'homme doit comprendre que sa "nature" est sociale et pour cela le marxisme est un outil précieux. Le mûrissement des conditions de la révolution se fait par le biais de la "tourbillonnante Praxis". Selon l'interprétation de Ruhle, l'économie capitaliste d'après la première guerre mondiale courait à la ruine et, par conséquent, se posait le problème de l'activité humaine.

Mais si les temps étaient venus de mettre au premier plan les implications humanistes du marxisme, il n'en fallait pas pour autant rejeter les connaissances économiques et les implications sociales. Les hommes font l'histoire, dit Marx, mais ils la font soumis à des conditions prédéterminées. Seules les activités qui tiennent compte de ces conditions ont un sens. La transformation en socialisme exige des conditions bien précises. Une classe ne peut en renverser une autre que lorsque cette dernière n'est plus en état de remplir ses fonctions. (Cf Engels et son étude sur Thomas Münzer) "jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société" (Marx. Critique de l'Economie Politique).

La victoire sur le tzarisme, remportée sous l'égide socialiste, ne détourna pas pour autant Otto Ruhle de son idée qu'on ne pouvait s'opposer à certaines conditions du développement social. Le 18 Septembre 1920, il écrivait dans "die Aktion" :

" Les bolcheviks veulent franchir d'un bond toute une période : celle du développement capitaliste. Ils s'imaginent que la prise du pouvoir est suffisante pour construire le socialisme... Ce qui doit se développer lentement, résultat d'un développement organique, ils pensent pouvoir l'accomplir méthodiquement ... Révolution et socialisme sont pour eux, au premier chef, une affaire politique. Comment peuvent-ils oublier, marxistes qu'ils sont, que c'est tout d'abord une affaire économique ? Production capitaliste étendue, technique développée, classe ouvrière éduquée, production importante... sont des préconditions indispensables de la société socialiste... Seule une extension accélérée de la révolution mondiale pourrait combler ces vides... Les bolcheviks ont tout fait pour l'étendre (écrit en 1920) , mais elle ne se développe pas. Alors reste le vide, un socialisme politique sans assises économiques, une construction théorique, un règlement bureaucratique, un ensemble de décrets, du papier, une phraséologie agitatrice, une terrible désillusion."

Le "vide" ne pouvait être comblé que par un régime bureaucratique. L'action et la manière de penser d'un tel régime devait fatalement entrer en conflit avec les idées du socialisme marxiste. Pour celui-ci il ne s'agit pas, en effet, d'installer un régime éclairé, une production rationnelle et planifiée, il faut, selon Marx, établir la "vraie démocratie" pour laquelle l'économie n'est qu'un moyen. Pour cela il ne suffit pas d'une classe ouvrière englobée au sein du procès de production, il faut que l'idée socialiste se soit emparée des masses et qu'elles se battent pour sa réalisation. Il ne suffit pas que la classe ouvrière installe un nouveau "régime", il faut qu'elle développe les conditions mêmes d'une vie démocratique pour pouvoir exercer son auto-domination.

Fort de la méthode marxiste, Ruhle pouvait, dès 1920, prévoir le développement ultérieur de la Russie. Son article de "die Aktion" se terminait ainsi:

" La révolution, dès qu'elle s'est étendue au stade d'affaire internationale, reste quand même, au premier chef, une affaire de chaque pays, de chaque peuple. Si un prolétariat d'un pays peut trouver précieux l'enseignement révolutionnaire de la Russie, la révolution qu'il mène doit cependant rester libre... A Moscou, on a d'autres idées : elles du schema normal. Selon ce schema, la révolution russe est terminée et les autres révolutions doivent s'accomplir selon les mêmes voies". C'est-à-dire: "Revolution ist ParteiSache, Staat ist Partei Sache, Diktatur ist Partei Sache, Sozialismus ist Partei Sache ... Partei ist eiserne Disciplin."

Concrètement ceci signifie : "En haut : autorité, bureaucratisme, culte de la personnalité, dictature des chefs, etc... En bas: obéissance aveugle, raideur cadavérique, subordination."

En conclusion : pas de voie vers le socialisme dans les conditions de la révolution bourgeoise.

III - PRINCIPES DE LA TRANSFORMATION SOCIALISTE

La conception marxiste de l'histoire montre que des évènements comme les révolutions ne peuvent entrer dans des schemas. Dans une perspective de crise mortelle de l'ordre capitaliste, s'élèvent d'autres tâches que celles de la révolution bourgeoise. Mais il ne faut pas perdre de vue que le but d'un mouvement doit être le critère de l'opportunité des moyens, qui doivent faire apparaître nettement dans leur nature la nature même du but. La révolution bourgeoise consistait essentiellement à remplacer la noblesse de naissance par celle de la fortune. Elle menait au système parlementaire,lieu de confrontation des divers intérêts de la classe bourgeoise, représentés par les partis. L'existence individuelle, pour obtenir la sécurité, devait utiliser l'intermédiaire de la concurrence, véritable Weltanschaung de la bourgeoisie. La production se fondait sur la valeur d'échange. Rapports d'autorité et de commandement découlent directement des rapports de propriété. Affairisme et renforcement de l'autorité sont à la base de la politique bourgeoise. Aussi, concurremment au parlement qui est l'image politique du système de marché, se développe une tendance à la centralisation où le principe d'autorité trouve son incarnation.

La transformation en socialisme a d'autres buts que la révolution bourgeoise; elle a donc besoin de préconditions différentes. Il faut d'abord qu'il existe une classe ouvrière et que celle-ci ait fait partie de la société bourgeoise pendant toute une période. Dans cette période, la classe ouvrière forme des, ou un, partis politiques défendant ses intérêts de classe au sein de la société bourgeoise existante, c'est-à-dire organisant la vente de la force de travail au meilleur cours possible. Il faut souligner que, contrairement aux allégations anarchistes (lesquels n'existent en force d'ailleurs que dans des pays arriérés où persistent encore des liens étroits entre ouvriers et petits paysans), on ne peut sauter le développement entier de la société bourgeoise. Mais dès que la crise mortelle de la société bourgeoise apparaît, la forme bourgeoise de la politique ouvrière doit disparaître. Dans une telle situation, le parlement cède la place au capitalisme de monopole, toute la puissance est concentrée en quelques mains, le marché mondial s'écroule, la disproportion entre capacité de production et distribution s'accroît. Seule une planification peut mener à une solution et, comme le parlementarisme a disparu

la classe ouvrière ne peut faire entendre sa voix au sein du concert bourgeois. Il est temps de s'attaquer à la solution socialiste des problèmes. Les anciennes organisations sont liées à la société bourgeoise. Elles étaient contraintes de se plier aux règles du jeu bourgeois. Elles sont maintenant incapables de faire face à la nouvelle situation. Aucun groupe ne peut échapper aux lois de son existence et les dirigeants ouvriers ni plus ni moins que tout autre. Par leur situation même au sein de la société bourgeoise, ils ont des conceptions réactionnaires. Les organisations ont une forme autoritaire et centralisée; elles se divisent en dirigeants et en membres obéissants; elles ont au sein d'elles-mêmes le caractère de la société de classes. Elles ne valent rien pour la période de transition.

Il faut donc en venir à une conception totale du mouvement. Coopération et solidarité sont le ciment du socialisme. Il s'ensuit que, dans le domaine théorique, l'accent doit se déplacer des considérations économiques vers l'activité humaine. Mais ceci, encore une fois, ne peut être vrai que dans le cadre de l'écroulement de la société bourgeoise. Alors qu'expropriation des moyens de production et planification ont pu être réalisées de manière formelle et technique par la transformation en capitalisme d'Etat, il s'agit maintenant de tout autre chose : les masses doivent pouvoir prendre en main, elles-mêmes, la production et sa planification. L'apparition des organes de gestion exprimant la volonté générale revêt donc une signification décisive. Ces organes se construisent au sein même de la lutte, la prise du pouvoir par les masses se faisant et devant se faire au niveau même de l'unité de production, c'est-à-dire de l'usine. Tandis que seul un mouvement politique, lié à la théorie marxiste mais débarrassé des formes et des conceptions du passé, peut dégager le sens réel de ces organes et leur donner conscience de leur rôle, les anciennes organisations bureaucratiques doivent nécessairement s'opposer à ces organes et au développement socialiste.

La réalisation de la "vraie démocratie" exige l'existence d'une production industrielle étendue, mais ce n'est que lorsque les usines seront saisies par les nouvelles institutions qu'elle prendra corps, et, parallèlement à l'installation des cellules fondamentales du socialisme, se fera la disparition de l'ordre ancien. L'usine est le fondement naturel de l'organisation de classe des travailleurs : le marxisme doit amener ce fait à la conscience des ouvriers.

Cet énorme processus de transformation nécessite une organisation qui englobe la classe ouvrière dans sa totalité et non une minorité. La transformation socialiste n'est pas une affaire de parti (keine Partei Sache). Au sein de la société capitaliste les partis suivaient une route toute tracée: se hisser au pouvoir. Cette tâche n'ayant rien à voir avec la transformation socialiste, les marxistes n'ont même pas à former de partis au sein de la société bourgeoise, ils n'ont pas à se substituer aux organes de gestion de la classe.

Dès les premiers pas de la révolution russe Otto Ruhle s'était opposé à l'idée du parti unique et de son monopole. Il développe cette thèse dans sa brochure "die Revolution ist keine Partei Sache".

Si le manifeste communiste avait fixé aux marxistes le devoir de défendre les intérêts du mouvement général, d'en être la partie la plus avancée, il ne leur avait pas dit d'aller se scléroser dans une organisation unique. Evidemment les révolutions, quelles qu'elles soient, ont des ressemblances. Dans une première phase s'y ébranle l'ensemble de la société. Ce sont les masses qui entrent en action, prennent la Bastille, créent les conseils de soldats de la révolution allemande, les comités, les sections ou la Commune de Paris de la révolution française. Dans une deuxième phase au contraire, il y a restauration du pouvoir étatique, étouffement ou sclérose des organes de la vraie démocratie. Les masses fatiguées ou déçues sont rejetées dans le train-train de la

vie quotidienne. Une révolution socialiste ne peut avoir de telle seconde phase et pour cela elle exige la collaboration de la grande majorité. Elle ne peut se transformer en dictature d'une minorité. Les masses ne peuvent être seulement la piétaille lancée à l'assaut des citadelles de l'ancien régime. Ce sont elles qui sont l'indispensable constructeur de la société nouvelle, le réalisateur de la vie collective, de la politisation de l'homme.

" Quand l'homme reconnaît dans ses propres forces une force sociale et les organise comme telles, et quand cette force sociale n'est plus séparée de la force politique, alors l'émancipation humaine est réalisée". "Ce que nous avons amené de l'époque individualiste, personnalisme, sentiment de sa propre valeur, complexe de supériorité, fétichisme de l'autorité, volonté de puissance, devient, en ce moment crucial, absolument absurde, autant de dangers et d'obstacles au développement futur" (Otto Ruhle, Geschichte der Revolutionen Europas). Dans la deuxième phase de la révolution socialiste, la structure même du caractère doit se modifier pour entrer dans le moule de la coopération. Pour les marxistes de la génération de Ruhle une telle argumentation devait paraître extraordinaire, mais Otto Ruhle avait la conviction que l'activité politique et le développement du caractère doivent être menés conjointement.

Dans la société pré-socialiste, l'homme développe une tendance à la sécurité purement individualiste. Face au monde hostile de la concurrence, il a des réflexes de défense. Ces mécanismes s'opposent à sa fusion dans le groupe coopératif. Dans la société de classes, sécurité est synonyme de possession et de puissance et cela laisse des traces dans le caractère. Mais les masses n'ont que peu ou pas de puissance et de sécurité réelles. Le sentiment d'insécurité se renforce et conduit à la recherche de compromis. "Le but de chacun n'est rien d'autre que la sécurité, la recherche de ce qui a une valeur, de ce qui en a encore plus, de la supériorité". Une telle mentalité est une entrave au travail collectif. Les individus devront faire l'apprentissage de la conduite collective dans le mouvement pratique; dans la coopération pour l'édification de la vie commune ils créeront la sécurité collective. C'est ce que Marx voulait dire lorsqu'il écrivait : "Pour créer cette conscience communiste parmi les masses aussi bien que pour faire triompher la cause elle-même, il faut une transformation massive des hommes. Cette transformation ne peut se produire que dans un mouvement pratique, dans la révolution. Cette révolution est nécessaire, non seulement parce qu'il n'est pas possible de renverser autrement la classe dominante, mais encore parce que la classe destructrice ne peut réussir que dans une révolution à se débarrasser de toute la vieille ordure et à devenir ainsi capable de donner à la société de nouveaux fondements" (Idéologie Allemande). Pendant des décennies le mouvement socialiste a négligé cette forme de l'enseignement marxien. "La conscience humaine s'est abaissée au niveau des relations de causalité du fonctionnariat et s'est écartée, pour un temps très long, de tout intérêt pour le socialisme" (Alice Ruhle : Selbstbewusztein und Klassebewusztein). La conscience de classe n'est pas un produit automatique du développement du capitalisme. Son obtention rencontre force obstacles et pas seulement objectifs comme, par exemple, la position sociale du prolétariat, ni intellectuels, comme, par exemple, la pression de l'idéologie de la classe dominante, mais aussi psychologiques comme l'absence d'autoconscience ou le sentiment d'auto-supériorité. Ces sentiments individualistes ne peuvent être combattus par la psychothérapie ou l'éducation. Ils doivent être détruits et cela ne peut se faire que par le mouvement politique, par l'action collective. La conception marxiste non seulement nous fait comprendre que la modification des rapports entre hommes est identique à une transformation de l'homme, mais elle nous montre que c'est l'activité même qui mène à cette transformation qui agit sur la pensée et le comportement des individus.

IV - L'HOMME DE LA PERIODE DE TRANSITION

Derrière les "lois naturelles" de l'économie se trouvent en réalité les rapports humains. Ceux-ci peuvent se modifier, les lois " éternelles" de l'économie peuvent disparaître.

Dans la société capitaliste existe ce que Marx appelle le fétichisme de la marchandise. "La marchandise prend, pour ainsi dire, une existence indépendante de l'homme." (Cf. par exemple le langage de la bourse qui prête aux choses un comportement "humain" : les pétroles résistent, le cuivre se développe, le charbon fléchit, etc.) "C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici, pour eux, la forme fantastique d'un rapport de choses entre elles". (Marx, Capital, I, 4). Pour modifier ce rapport de choses l'homme doit d'abord se modifier lui-même et cette modification ne peut se faire que par la praxis révolutionnaire. La théorie est la conscience de cette praxis.

Chaque époque a son style de vie, ses types de rapports humains particuliers, ses propres formes caractérielles. Il n'y a pas de lois éternelles de la "nature humaine". Mais il ne suffit pas de dénoncer le caractère fétichiste de la marchandise, la causalité biologique étroite, le rôle néfaste de l'idéologie sociale, pour voir disparaître tous ces comportements. Ce n'est qu'en certaines circonstances privilégiées que les hommes, saisis de peur, dominés par leur sentiment d'insécurité, peuvent changer leurs conceptions.

L'appartenance de l'homme à une organisation est déterminée par sa position sociale et par ses intérêts. Dans cette appartenance s'affirment les qualités moyennes, le style de vie dominant. Les organisations ont du succès lorsqu'elles s'associent à ce style de vie, y subordonnent leur Praxis, et l'exploitent. Un mouvement qui se fixe comme but la coopération volontaire et l'auto-détermination sociale doit nécessairement au style de vie, aux rapports sociaux, aux réactions typiques de l'humanité. L'intelligence, la raison peuvent très bien rester insuffisantes dans cette lutte, l'action inconsciente du mode de vie subsiste. La "tourbillonnante" Praxis exige en plus d'un nouveau savoir, une nouvelle signification.

L'homme de la période de transition doit développer des qualités anti-autoritaires puisque l'autorité est à la base même des relations humaines dans la société de classes et l'absence d'autorité à la base de la coopération. Avec le développement de la vie sociale et des formes de production socialistes devra coïncider l'apparition d'une unité de pensée et d'action, de morale et de conduite, correspondante.

Sang, sueur et larmes furent les outils nécessaires pour faire entrer l'homme dans la discipline de l'usine et du salariat. Cette entrée ne pouvait se faire sans un changement de l'idéologie. (Cf Max Weber). Le capitalisme avait besoin d'une glorification de l'appât du gain. On peut dire que le marxisme devra jouer un rôle analogue dans la période de transition, mais il demeurera une différence essentielle en ce qu'il veut développer la conscience.

Le bourgeois c'est l'homme isolé. Il s'est "libéré" des lois de l'entr'aide pour pouvoir fixer ses propres buts. Pour lutter contre l'insécurité, il prône la force de l'intelligence. "Le maniement systématique de la raison, l'utilisation d'un intellect aiguisé deviennent des moyens prédominants typiques pour assurer sa sécurité dans la société." (Ruhle : Kultur und Sittengeschichte). La prospérité individuelle, qui résulte du travail individuel, est l'expression du règne de la sécurité. Mais cette sécurité n'est qu'illusion. Les masses n'y ont pas accès et les crises économiques, irruption de forces "naturelles" incoercibles, réduisent à néant les efforts individuels. De nouveaux senti-

ments d'insécurité et d'impuissance s'installent dans la société bourgeoise. Les gens finissent par s'en remettre à des "Führers, à des guides, qui leur promettent le retour de la stabilité. Otto Ruhle décrit longuement ce processus dans "der Mensch auf der Flucht". Les bourgeois rejetant toute connaissance sociale sont incapables de voir la réalité de leur destruction. Ils traitent le marxisme par le mépris et lui délèguent ... la police. Bien que le marxisme soit issu du développement de la raison et de la pensée rationnelle bourgeoises, ces dernières s'y opposent dès qu'il ose prédire la disparition de la société bourgeoise : ce qui ne doit pas être ne peut pas être. Autrement dit, aux premiers signes de la crise, la raison perd de son infaillibilité aux yeux des gens ; elle ne peut suffire à donner un sens à la vie. Les professionnels de l'intelligence inclinent de nouveau à des essais d'interprétation longtemps méprisés. Le "vitalisme" redevient à la mode, le "mécanicisme" est un mot malsonnant. Les psychologues redécouvrent l'inconscient et le présentent comme le grand artisan de la vie. L'action de la raison n'est plus qu'un travail mesquin de petites corrections à celui, fondamental, de l'inconscient. Dans la situation nouvelle (chômage, surproduction, destruction de marchandises, sous-consommation, manque de produits, dictature, guerre etc...) logique et raison s'écroulent. "L'irrationnel devient fétiche, l'illogique révélation" (Otto Ruhle, der Mensch auf der Flucht). C'est au marxisme de relever l'étendard de la raison et de le tendre au prolétariat. "Lorsque les auteurs socialistes ont attribué ce rôle historique aux prolétaires, ils ne les considèrent pas pour autant pour des dieux. C'est tout juste le contraire. C'est parce que dans le prolétariat pleinement développé la destruction de toute humanité et même de toute apparence d'humanité est pratiquement achevée, c'est parce que les conditions de vie du prolétariat résument de la façon le plus inhumaine toutes les conditions de vie de la société actuelle, c'est parce que l'homme prolétarien s'est lui-même perdu et a non seulement acquis en même temps la conscience théorique de cette perdition mais se voit irrésistiblement poussé à la révolte contre cette inhumanité à cause de sa détresse implacable et nue - détresse qui est l'expression pratique de la nécessité. C'est pour toutes ces raisons que le prolétariat peut et doit s'affranchir lui-même" (Marx, Sainte Famille).

Mais l'homme prolétaire est partie de la société bourgeoise; il en subit le modelage par la radio, la presse, etc... S'il peut acquérir en combattant une place dans cette société, le prolétariat verra se développer l'embourgeoisement. Mais cette adaptation est vaine. Dans le processus de crise, les existences petites bourgeoises sont détruites et les organisations "fonctionnarisées du prolétariat voient disparaître l'approbation des masses; celle-ci n'était que fumée. C'est d'ailleurs la destruction de l'autoritarisme qui permet la nouvelle orientation. Au contraire de la bourgeoisie, le prolétariat a lui l'espoir de faire entrer dans les faits "ce qui ne doit pas être".

Mais les premiers essais de cette nouvelle orientation ont échoué. Les organisations prolétariennes qui apparurent gardaient des traits de la société bourgeoise, étaient autoritaristes dans leur principe. Le prolétaire, être isolé au sein de la société bourgeoise, écrasé par sa condition matérielle et sociale, en vint à s'abandonner à son "guide", à la protection de son organisation.

C'est précisément le sentiment d'insécurité et d'impuissance qui conduit le prolétaire vers l'organisation. Il a le sentiment d'y devenir quelque chose. L'association lui fournit l'occasion d'agir, l'efficacité, l'influence. Celui qui n'était qu'un zéro devient partie d'une collectivité. La force collective est la vraie compensation à l'insuffisance individuelle. Mais cette véritable compensation ne s'obtient pas par l'appartenance à une "organisation". Elle résulte du travail en commun, auquel, par sa position sociale, le prolétaire est prédestiné, dans lequel se développent l'aide réciproque, la solidarité,

bases de nouveaux rapports, de nouvelles conceptions de vie. Le prolétaire, dans le travail en commun, perd de vue la poursuite de buts petits bourgeois et se tourne vers la mise en actes de la transformation socialiste. Au sein de la grosse entreprise se construit, dans la vie quotidienne, la nouvelle démocratie, la coopération socialiste, les relations humaines nécessaires. Ces forces sont déjà à l'oeuvre dans la société bourgeoise; il faut qu'elles viennent à la conscience du prolétariat.

Le marxisme est une méthode de prise de conscience. Il enseigne que l'installation de la vraie démocratie entraîne la destruction de la différence entre la "vie privée" et la "vie politique", c'est-à-dire que le marxisme démontre le caractère politique des relations privées. Les relations entre hommes et femmes, adultes et enfants ne sont pas véritablement des relations privées. La société de classes est basée sur une culture masculine, une domination des adultes. Le rôle du mouvement est donc tout tracé. Tout mouvement qui ne s'intéresse qu'à l'homme politique reste au sein de la conception bourgeoise.

Le socialiste qui ne recherche pas la destruction des rapports autoritaires dans les relations sexuelles, pédagogiques et autres "relations privées" soutient l'ordre social existant.

Pour Otto Ruhle, le marxisme est le début de la science de l'homme socialisé, qui ne peut étudier un phénomène sans le cvoir en relation avec la totalité. Conception politique et praxis doivent se correspondre et s'étendre à la totalité des relations humaines.

V - LA CONCEPTION SOCIALISTE DE LA LIBERTE

Le marxisme englobe la totalité des relations sociales, c'est-à-dire que doivent y apparaître non seulement l'analyse, la critique et l'activité politique mais encore le but à atteindre. Ce but c'est libérer l'homme de son esclavage économique, "sauter du règne de la nécessité au règne de la liberté". Quand l'homme aura été modelé par les conditions, il faudra rendre les conditions humaines. Mais pour que ces conditions s'humanisent, il faut les soumettre à la raison. C'est pourquoi, pas plus la planification que la direction des activités économiques ne peuvent être considérées en soi comme une humanisation des conditions. Pas plus, en tout cas, que le développement de la technique ou du commerce.

La planification n'est qu'une technique nécessaire à un certain moment du développement des forces productives. Lorsque celles-ci s'accroissent énormément, il n'est plus possible de les laisser aller à leur guise sans mettre en danger l'existence même de la classe dominante. D'où l'idée de direction de l'économie, de planification qui jusqu'alors passait pour une chimère socialiste.

Dans "Weltkrise-Weltwende",Otto Ruhle prévoyait l'avalanche de "plans" destinés à réguler l'économie. Mais ces plans servent en fait des intérêts bien définis; les producteurs n'y entrent que comme objets, comme machines à produire. Pourtant, pendant une brève période qui suivit la première guerre mondiale, les hommes avaient pu concevoir un "ordre socialiste" où l'état n'aurait plus servi que les intérêts des consommateurs, où les producteurs auraient bâti leurs associations coopératives libres. Au lieu de cela, sont venus les plans, avec comme résultat de rendre les hommes encore plus esclaves, d'aggraver les conditions. Avec la disparition des institutions locales traditionnelles qui en résulte, l'individu a de moins en moins de possibilités de s'occuper d'affaires générales.

Le pouvoir exécutif de l'état voit croître sa puissance, il tend de plus en plus à intervenir dans tout, à tout réglementer. "L'idée de l'Etat est si profondément ancrée dans l'esprit des hommes de ce temps, leur conception de la forme même de leur destin est si indissolublement liée à la puissance de l'Etat, qu'ils adoptent l'idée d'un abandon à la machine d'Etat de peur de perdre leur sécurité sociale, par crainte panique d'une chute dans le chaos. Seul l'Etat peut encore nous sauver. C'est le dernier moyen pour échapper au désespoir dans une époque de dépression économique et de crise. C'est en l'Etat que bons bourgeois et capitalistes recherchent leur salut. Ils lui mendient aide et subventions, garanties, commandes et crédits. Les épigones de la raison d'état, sentant le sol se dérober sous leurs pieds, réclament à cor et à cri le renforcement de l'autorité de l'état, le règne de la terreur étatique, l'absolutisme. Les travailleurs attendent de l'Etat la garantie des salaires, le maintien des prix, les aumônes de l'allocation chômage. La croyance en l'Etat est la forme bourgeoise spécifique de la croyance en l'entr'aide de la communauté. Elle apparaît quand la force de l'individu lui refuse le maintien de la sécurité de son existence". (Otto Ruhle, der Mut zur Utopie, 1935).

Concuremment se développent des idées dirigées contre l'e individus, état et société seconstruisent à ses dépens. La collectivité a tous les droits toutes les qualités, l'individu, expirant en tant que tel, n'est plus qu'un objet, un esclave privé de tous droits.

Cette conception d'une collectivité étatisée n'a rien de commun avec la conception marxiste du socialisme, même si elle s'assortit de la nationalisation de la propriété privée. Otto Ruhle avait bien vu que la Russie s'engageait sur le chemin qui mène à la toute puissance de l'état, à la supériorité intangible du tout sur la partie, à un nouveau fétichisme derrière lequel se tapissent les intérêts de la classe dominante. La suppression de la propriété privée n'équivaut pas à la formation de la société socialiste, à l'avènement du règne de la liberté humaine, même si tel a été le credo du mouvement marxiste. Il n'y a transformation socialiste que lorsque la suppression de la propriété privée coïncide avec l'association libre des travailleurs, que lorsque ceux-ci ne placent pas la "société" sur un "piédestal". Les problèmes sociaux ne peuvent être résolus uniquement par l'expropriation des moyens de production, par la soumission des individus à l'Etat expropriateur. "Il faut éviter de reconstituer la "société" comme une abstraction face à l'individu".(Marx : Nationalökonomie und Philosophie).

En 1932, Otto Ruhle fut très heureux de la publication des manuscrits (*) du jeune Marx. Dans ces manuscrits, Marx s'élève contre le communisme grossier qui nie la personnalité humaine et dans lequel la condition ouvrière sera étendue à tous les hommes. La communauté n'y est qu'une communauté de travail. Le salaire est distribué par un capitalisme généralisé. Ce communisme n'est qu'une apparence de disparition de la propriété privée, à forme communautaire, mais qui, véritablement, n'est que la forme ultime de la propriété conservant ses caractères fondamentaux. A l'opposé est le communisme qui détruit la propriété privée et conduit à la libération de l'homme : c'est l'humanisme total, la solution réelle de l'opposition entre liberté et nécessité, entre individu et collectivité, entre homme et homme. L'homme se retrouve en face de son devenir humain.

La propriété privée nous a rendus si bêtes et si impuissants que nous ne considérons un objet comme nôtre que lorsque nous le possédons sans partage. Nos sens, tant physiques qu'intellectuels, sont si pervertis et atrophiés que nous ne pouvons nous réjouir que dans la possession. La destruction de la propriété sera donc l'émancipation totale de l'homme.

Otto Ruhle

(*) Résumé des idées du jeune Marx, par Sebastian Franck.

Otto Ruhle trouva,dans ce manuscrit inachevé, confirmation de ce que l'analyse marxienne ne peut être séparée des "rêves utopiques et humanitaires" de son créateur. C'est à ce Marx total qu'Otto Ruhle pensait lorsqu'en 1942 il écrivait dans une de ses dernières lettres : "On aura, me semble-t-il, encore plus besoin de Marx dans le futur que dans le passé, bien qu'il ait peu écrit sur ce futur".

Ruhle lui-même n'avait jamais pu séparer l'analyse du but. Dans Weltkrise-Weltwende, il voyait nettement se profiler l'avenir du capitalisme d'Etat. Il prévoyait que l'Allemagne, après son intermède d'autarcie nationaliste, finirait par se raccrocher aux puissances occidentales qui à l'aide du crédit international, d'une rationalisation des relations économiques entre puissances tenteraient de sauver leur monde. Il annonçait à l'humanité qu'il était possible qu'elle connût encore force guerres et révolutions. "Une société ne disparaît jamais avant que ne soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir et jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vi vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne se présente que lorsque les conditions matérielles pour le résoudre existent ou du moins sont en voie de devenir" (K. Marx : Critique de l'économie politique).

Et "der Mut zur Utopie" pouvait s'achever par ces mots :

"Nature, technique, force de travail, richesse, désir de vivre, joie de créer, tout est à notre disposition, sans limites. Que nous manque-t-il encore ?

Rien, si ce n'est la foi en nous-mêmes, la volonté de nous mettre à l'oeuvre.

Mut zur Utopie".

SOMMAIRE

LES CONSEILS OUVRIERS H. CHAZE

OTTO RULHE ET LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND P. MATTIK

LA CONCEPTION DU SOCIALISME CHEZ O. RULHE S. FRANK

Abonnement par mandat-lettre

1 an (4 numéros) **10 francs**

Notre Adresse

Robert CAMOIN
B.P. N°15
13 - MARSEILLE 12e

Le Numéro 2 frs.

IMP. CALENDAL · MARSEILLE